

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI, TIZI-OUZOU

**FACULTÉ DES SCIENCES ECONOMIQUES,
COMMERCIALES ET DES**

SCIENCES DE GESTION

DÉPARTEMENT DES SCIENCES COMMERCIALES



Mémoire de fin De cycle

En vue d'obtention de Diplôme de Master 2

Spécialité : *Finance et Commerce International*

Thème :

Contribution des exportations agricoles à la croissance économique en Algérie

Présentée par :

Mme HAMADI Malika

Mme MESSAOUI Kahina

Devant le jury de soutenance :

Mme : AMZIANE.L

Mme : CHERROU.K

encadré par :

Mme HAMMACHE.S

Année universitaire : 2024 - 2025.

Soutenu le : 12/06/2025

REMERCIEMENT

Nous tenons à exprimer nos vifs remerciements et notre gratitude à notre promotrice Mme HAMMACHE.S pour avoir accepté de nous encadrer et pour ses précieux et pertinents conseils lors d'élaboration de ce mémoire, ainsi que sa disponibilité tout au long de ce travail.

Nos remerciement également aux membres de jury de nous faire l'honneur d'accepter d'être dans le jury de la soutenance de ce mémoire et d'avoir accepté de l'évaluer.

Sans oublier d'exprimer notre gratitude à l'ensemble des enseignants de l'UMMTO en particulier ceux du master 2, FCI qui nous ont aidés et ont participé à notre formation.

Enfin nos remerciement à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la concrétisation de ce travail.

Dédicaces

On dédie ce travail A nos familles

A nos amis

A tous ceux qui nous sont cher(e)s

A toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

Liste des abréviations

ADF : Augmentation Dickey Fuller

AIC : Critère d'Information Akaike

ARDL : AutoRegressive Distributed Lag

BIC : Critère d'Information Bayésien

EAI : Exploitation Agricole Individuel

EAC : Entreprise Agricole Collectives

EAI : Entreprise Agricole Individuelles

ECM : Modèle à Correction d'Erreur

FAO : Food and Agriculture Organization

FNDA : Fond National de Développement Agricole

HQ : Critère HANNAN Quim

IDE : Investissements Directs Etrangers

LOG : Logarithme

ONS : Offices National des Statistiques

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

PA : Politique Agricole

PIB : Produit Intérieur Brut

PNDA : Plan National de Développement Agricole

PNDR : Programme National de Développement Rural

PRAR : Programme Réhabilitation et d'Aménagement Rural

SAU : Surface Agricole Utile.

Liste des figures

Figure 01 : évolution des exportations agricoles et de la croissance économique pour les pays développés de 2000 à 2024 -----	19
Figure 02 : comparaison agriculture et croissance économique entre pays développés et pays en développement -----	24
Figure 03 : Quantité de la principale filière agricole entre les périodes 2010-2017 et 2000-2009 -----	34
Figure 04 : Production de la vigne entre les périodes 2000-2009/2010-2017--	36
Figure 05 : Analyse des exportations agricoles et de la croissance économique en Algérie (2000-2024) -----	39
Figure 06 : corrélation entre les exportations agricoles et le PIB Algérien ----	48
Figure 07 : Akaike information criteria (Top 20 models) -----	50
Figure 08 : La distribution normale des résidus -----	57
Figure 09 : Le test CUSUM -----	58
Figure 10 : Le test CUSUM Square -----	59

Liste des tableaux

Tableau 01 : comparaison des principaux indicateurs pour les pays développés et les pays en développement -----	24
Tableau 02 : Répartition des exportations agricoles selon leurs tailles -----	32
Tableau 03 : Répartition des exportations agricoles selon leur statut -----	32
Tableau 04 : Les statistiques descriptives des données -----	47
Tableau 05 : la matrice de corrélation -----	47
Tableau 06 : Les résultats du test ADF -----	49
Tableau 07 : La relation à long terme et le bonds teste -----	51
Tableau 08 : ECM régression, les résultats court terme -----	56
Tableau 09 : Test LM d'auto-corrélation -----	57
Tableau 10 : Test d'hétéroscedasticité -----	58

Sommaire

Remerciement

Dédicace

Liste des abréviations

Liste des figures

Liste des tableaux

Sommaire

Introduction Générale -----	8
Chapitre 1 : Revue de littérature sur les exportations agricoles et le développement économique : -----	12
Introduction -----	12
Section 1 : Cadre théorique -----	13
Section 2 : Travaux empiriques menés à l'international -----	16
Section 3 : Travaux empiriques en Algérie -----	25
Conclusion -----	28
Chapitre 2 : L'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation -----	30
Introduction -----	30
Section 1 : Le cadre général et structurel d secteur -----	31
Section 2 : Les politiques et plan de développement agricole -----	36
Section 3 : Les échanges extérieurs agricole en Algérie -----	38
Conclusion -----	40
Chapitre 3 : Étude économétrique par approche ARDL -----	42
Introduction -----	42
Section 1 : Méthodologie de recherche -----	42
Section 2 : Spécification du modèle -----	45
Section 3 : Résultats économétrique et discussion économique -----	50
Conclusion -----	60
Conclusion générale -----	61
Tables des matières -----	63
Bibliographie -----	67
Résumé -----	70
Abstract -----	71
المخلص -----	72

Introduction générale :

Le commerce extérieur est souvent perçu comme le miroir de la santé économique d'un pays, il influence non seulement le niveau de développement économique, mais aussi la stabilité financière et la capacité de croissance à long terme.

L'Algérie, avec son économie historiquement dépendante des exportations d'hydrocarbures, illustre parfaitement les défis et les opportunités liés à la diversification des exportations, qui est cruciale pour stimuler une croissance économique durable.

Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a rapidement orienté son économie vers l'exploitation de ses réserves d'hydrocarbures, les revenus de pétrole et du gaz ont permis de financer de nombreux projet de développement et de modernisation des infrastructures durant la première décennie, mais cette dépendance accrue aux hydrocarbures a laissé le pays vulnérable a des risques économiques considérables, en particulier aux variations des prix de pétrole sur les marchés internationaux.

Cependant, à cause de la chute des prix du pétrole à partir de 2014 qui a provoqué une crise économique profonde, puis les répercussions économiques de la crise sanitaire liée à la COVID-19 en 2020, ont mis en évidence l'urgence de repenser le modèle de développement national et libéraliser son commerce extérieur en envisagent des réformes structurelles, et d'accélérer la diversification de l'économie.

Au cours des vingt dernières années, l'Algérie s'est lancée dans une initiative ambitieuse pour élargir son économie et diminuer sa dépendance aux hydrocarbures, l'exportation de produits non-hydrocarbures a été favorisée par des réformes économiques, notamment dans les domaines de l'agriculture, des mines, du tourisme et des technologies de l'information et de la communication.

Parmi les secteurs susceptibles de soutenir cette transition, l'agriculture apparaît comme un pilier stratégique. Elle représente environ 13 à 14 % du produit intérieur brut (PIB), emploie près du quart de la population active, et constitue un vivier important pour le développement des territoires ruraux.

Historiquement, l'agriculture algérienne a été conçue essentiellement pour satisfaire les besoins alimentaires nationaux. Mais depuis quelques années, une nouvelle orientation s'est imposée : faire du secteur agricole un moteur de croissance économique non seulement par sa contribution au PIB, mais aussi par sa capacité à générer des excédents exportables.

L'Algérie dispose en effet de nombreux atouts naturels, climatiques et humains pour développer ses exportations agricoles. Son territoire, qui s'étend sur plus de 2,3 millions de km², présente une diversité agro écologique qui permet la culture d'un large éventail de produits : dattes, agrumes, olives, légumes, céréales, mais aussi des productions animales comme le lait, la viande rouge ou la volaille.

Certaines filières, telles que les dattes – dont le pays est l'un des premiers producteurs mondiaux – ou l'huile d'olive, ont déjà conquis des parts de marché à l'international.

L'État a mis en place plusieurs programmes visant à stimuler les exportations agricoles, à travers des incitations fiscales, la modernisation des infrastructures, la création de zones d'activités agroalimentaires et l'amélioration des normes sanitaires et phytosanitaires.

Néanmoins, malgré ces progrès, la contribution des exportations agricoles à la croissance économique nationale reste encore relativement marginale.

Les exportations hors hydrocarbures représentent moins de 10 % du total des exportations, et parmi elles, les produits agricoles ne constituent qu'une part modeste.

Cette situation s'explique par de nombreux facteurs : des contraintes structurelles (insuffisance des capacités de transformation, faiblesse logistique, fragmentation foncière), des blocages réglementaires, une faible organisation des filières, ainsi qu'une méconnaissance des exigences des marchés étrangers en matière de qualité, de traçabilité et de compétitivité.

Dans un monde de plus en plus interconnecté, où les échanges agricoles jouent un rôle fondamental dans la croissance des économies émergentes, il devient donc crucial d'analyser en profondeur la place réelle qu'occupe l'agriculture exportatrice dans le développement économique algérien.

Ce questionnement prend tout son sens dans le contexte actuel de transition économique, où la résilience et la durabilité des systèmes productifs sont devenues des impératifs.

Ce mémoire s'inscrit dans cette réflexion. Il vise à étudier dans quelle mesure les exportations agricoles contribuent à la croissance économique en Algérie, en analysant leur évolution récente, leur impact sur les indicateurs

macroéconomiques, ainsi que les politiques publiques mises en œuvre pour les promouvoir.

Il s'agit également de mettre en lumière les leviers d'amélioration possibles, afin de mieux intégrer l'Algérie dans les chaînes de valeur régionales et internationales.

Problématique

Dans quelle mesure les exportations agricoles contribuent-elles à la croissance économique en Algérie, à court et à long terme ?

Afin de répondre à cette problématique nous formulons un ensemble d'hypothèses :

Hypothèse 01 :

Les exportations agricoles ont un impact positif et significatif sur la croissance économique en Algérie à long terme.

Hypothèse 2 :

Les exportations agricoles exercent un effet limité ou non significatif sur la croissance économique à court terme.

Hypothèse 3 :

La contribution des exportations agricoles à la croissance économique est conditionnée par des variables complémentaires telles que les investissements publics agricoles, les flux d'IDE et la formation brute de capital.

Objectifs du mémoire

Ce mémoire vise à :

1. Analyser le cadre théorique et empirique liant les exportations agricoles à la croissance.
2. Présenter un état des lieux du secteur agricole algérien, de ses performances à l'exportation et des politiques agricoles mises en œuvre.
3. Mesurer économétriquement l'impact des exportations agricoles sur la croissance économique en Algérie à travers une approche ARDL.

Méthodologie

L'étude repose sur une approche mixte :

- Analyse qualitative : étude documentaire, cadre théorique et revue de littérature nationale et internationale sur le lien agriculture-croissance.
- Analyse quantitative :

Données annuelles sur la période [2000–2023] (PIB réel, exportations agricoles, variables de contrôle).

- Application du modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) pour évaluer l'impact à court et long terme.
- Tests économétriques : stationnarité (ADF), cointégration (Bound test), stabilité (CUSUM)...

Structure du mémoire

Le mémoire est structuré en trois chapitres :

Chapitre 1 : Cadre théorique et revue de littérature – présentation des fondements théoriques du lien exportation–croissance et analyse des travaux empiriques précédents.

Chapitre 2 : État des lieux du secteur agricole en Algérie – diagnostic des performances agricoles, politiques publiques, et tendances des exportations agricoles.

Chapitre 3 : Étude économétrique par approche ARDL – modélisation et interprétation des résultats.

Introduction :

Dans les économies en développement, l'agriculture demeure un pilier fondamental, tant pour la sécurité alimentaire que pour le développement économique. Les exportations agricoles, en particulier, jouent un rôle crucial en générant des devises, en stimulant la production et en facilitant l'intégration dans les marchés internationaux. Cette dynamique est particulièrement pertinente pour des pays comme l'Algérie, où l'agriculture représente une part significative de l'emploi et du produit intérieur brut (PIB).

La littérature économique a largement exploré la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique. Des études empiriques, telles que celles de Harrison (1996) et Edwards (1998), ont mis en évidence un effet positif du commerce extérieur sur la croissance économique, notamment à travers les exportations de produits agricoles. Ces exportations permettent aux pays en développement d'obtenir des devises pour financer les importations et la dette, tout en incitant les entreprises exportatrices à adopter des technologies plus avancées pour rester compétitives sur le marché international.

Des recherches spécifiques ont également été menées dans le contexte africain. Par exemple, une étude sur le Cameroun a révélé que les exportations agricoles ont un effet significatif sur la croissance économique du pays. De même, une analyse comparative des stratégies nationales de modernisation du secteur agricole en Algérie, au Maroc et en Tunisie a montré que ces stratégies peuvent favoriser l'innovation, la création d'emplois et la croissance économique.¹

Cependant, la dépendance excessive aux exportations de produits agricoles peut également présenter des risques. Les fluctuations des prix sur les marchés internationaux peuvent entraîner une instabilité des revenus, affectant ainsi la croissance économique. De plus, une orientation vers les cultures de rente peut compromettre la sécurité alimentaire en détournant les ressources agricoles de la production alimentaire locale.

Dans le contexte algérien, bien que l'agriculture emploie une part importante de la population active et contribue significativement au PIB, le pays

¹ Fr.wikipedia.org (économie de l'Algérie)

Wikimemoires.org (évolution de la relation commerce extérieur et croissance économique)

reste un importateur net de denrées alimentaires, ce qui souligne les défis liés à la transformation du secteur agricole pour stimuler la croissance économique.

Cette revue de littérature vise à explorer les différentes perspectives théoriques et empiriques sur la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique, en mettant l'accent sur les mécanismes de transmission, les facteurs contextuels et les implications pour les politiques économiques. Elle servira de base pour analyser comment l'Algérie peut optimiser son secteur agricole pour favoriser une croissance économique durable.

Section 01 : cadre théorique de la relation entre exportations agricoles et croissance économique

Cette section présente le cadre conceptuel et théorique relatif à la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique. Elle examine les notions fondamentales, les principales théories économiques, ainsi que les contributions majeures de la littérature existante sur le sujet.

1.1 Définition des concepts clés

1.1.1 Les exportations agricoles : Les exportations agricoles désignent l'ensemble des produits issus de l'agriculture qu'un pays vend à l'étranger. Cela inclut les produits bruts (comme les céréales, fruits, légumes) et les produits transformés (tels que les conserves, huiles, produits laitiers). Ces exportations jouent un rôle crucial dans l'économie en générant des devises, en stimulant la production agricole et en contribuant à la balance commerciale. ²

Dans le contexte de l'agrobusiness, les exportations agricoles sont souvent associées à des systèmes de production intensifs orientés vers les marchés internationaux, favorisant ainsi l'intégration des pays dans l'économie mondiale.

Selon FAO (2021), elles constituent une source essentielle de devises étrangères pour de nombreux pays en développement. ³

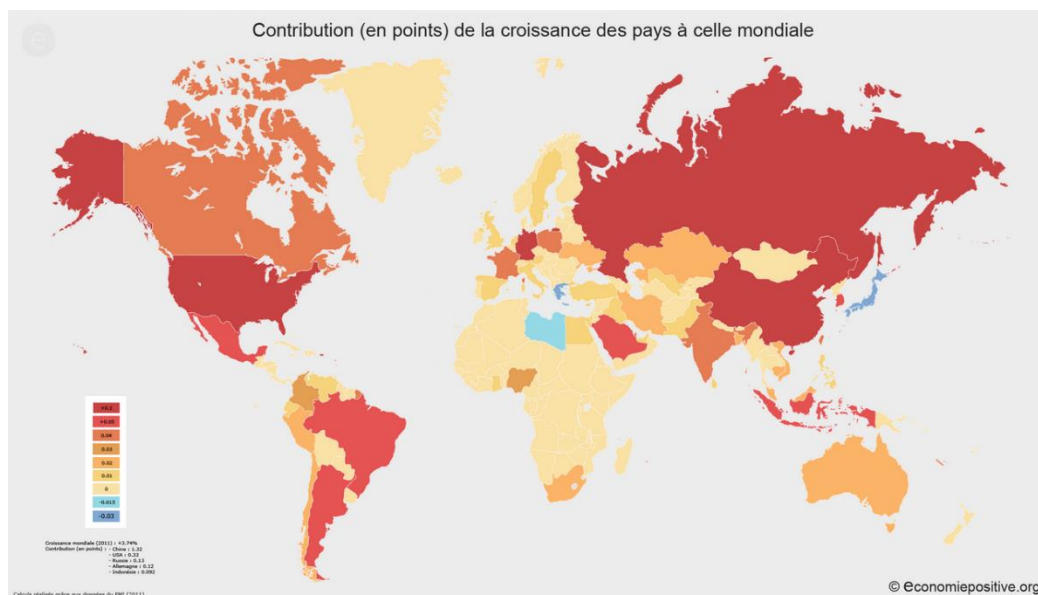
1.1.2 La croissance économique :

La croissance économique est l'augmentation soutenue de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée. Elle est généralement mesurée par la variation du produit intérieur brut (PIB) en termes réels, c'est-à-dire corrigée de l'inflation.

² Dictionnaire.reverso.net (définition exportation agricole)
Geoconfluences.ens-lyon.fr

³ FAO (2021)

La croissance économique est un indicateur clé du développement d'un pays, reflétant l'amélioration du niveau de vie, la création d'emplois et l'augmentation des revenus. Cependant, elle peut également engendrer des défis tels que les inégalités sociales et les pressions environnementales.⁴



1.2 Cadres théoriques explicatifs :

1.2.1 La théorie des avantages comparatifs Formulée par David Ricardo (1817) : cette théorie suggère que les pays doivent se spécialiser dans la production et l'exportation des biens pour lesquels ils ont un avantage comparatif.

Dans le cas des pays à forte dotation en terres agricoles, l'exportation de produits agricoles peut ainsi devenir un moteur de croissance.

1.2.2 La théorie de la croissance exogène (Solow, 1956) Selon le modèle de Solow : la croissance repose sur l'accumulation du capital, le travail et le progrès technologique.

Les exportations agricoles peuvent favoriser cette accumulation par les recettes en devises qui financent les investissements.

1.2.3 Théorie de la croissance tirée par les exportations (Export-Led Growth) : Cette théorie postule que les exportations sont un moteur principal de

⁴ Fr.wikipedia.org (croissance économique)

la croissance économique, notamment en stimulant la demande globale, en encourageant la spécialisation, et en améliorant la productivité par l'accès à de nouvelles technologies.⁵

1.3 Mécanismes de transmission des exportations agricoles à la croissance économique

Effets directs :

Apport de devises, amélioration de la balance commerciale, création d'emplois dans le secteur agricole.

Effets indirects :

Développement d'infrastructures rurales, augmentation des revenus des agriculteurs, stimulation de la demande intérieure.

1.4 Revue des principales études empiriques (brefs aperçus) :

1.4.1 Edwards (1998) : montre que les pays ouverts au commerce international, y compris agricole, connaissent une croissance plus soutenue.⁶

1.4.2 Santos-Paulino & Thirlwall (2004) : les exportations, y compris agricoles, favorisent la croissance à condition d'une politique de diversification.⁷

1.4.3 Gollin, Parente & Rogerson (2002) : établissent un lien entre productivité agricole et transition vers l'industrialisation.⁸

Ce cadre théorique permet de cerner les fondements économiques de la relation entre exportations agricoles et croissance économique. Il met en évidence que, bien qu'il existe un potentiel de contribution positive, des conditions telles que la stabilité des prix, la transformation locale et les politiques de soutien au secteur agricole sont déterminantes.

⁵ (Balassa, B.1978).

(Barrett et al., 2011 ; Gollin, 2014)
Sheahan, M., & Shimeles, A. (2017).

⁶ Edwards (1998)

⁷ Santos-Paulino & Thirlwall (2004)

⁸ Gollin, Parente & Rogerson (2002)

Section 2 : Travaux empiriques menés à l'international :

L'agriculture occupe une place centrale dans les économies de nombreux pays en développement, tant par sa contribution à la sécurité alimentaire que par son rôle dans les échanges commerciaux. Au fil des décennies, de nombreuses études empiriques se sont penchées sur le lien entre les exportations agricoles et le développement économique, explorant dans quelle mesure l'ouverture commerciale dans ce secteur peut stimuler la croissance, améliorer les revenus ruraux et favoriser la transformation structurelle des économies. Cette littérature empirique internationale, riche et diversifiée, offre un éclairage précieux sur les mécanismes par lesquels les exportations agricoles influencent les trajectoires de développement, tout en tenant compte des spécificités géographiques, institutionnelles et économiques propres à chaque pays. La présente section se propose de passer en revue les principaux résultats de ces travaux, en mettant en évidence les tendances générales, les divergences observées, ainsi que les approches méthodologiques mobilisées.

2.1 Étude dans les pays développés :

Dans les pays développés, le secteur agricole, bien que représentant une part réduite du PIB, continue de jouer un rôle stratégique à travers les exportations, l'innovation technologique, et la sécurité alimentaire.

Plusieurs travaux empiriques ont analysé l'impact des exportations agricoles sur la croissance économique dans ces économies matures, en mettant en évidence des dynamiques spécifiques telles que la compétitivité internationale, la productivité agricole, ou encore les effets des politiques de soutien et de subvention.

Ces études permettent d'évaluer comment, dans un contexte d'économie avancée, les performances à l'export du secteur agricole peuvent contribuer à la croissance globale, soutenir les revenus dans les zones rurales, et renforcer les balances commerciales.

La présente sous-section s'attarde sur les principales contributions empiriques menées dans les pays développés, en soulignant les méthodologies utilisées, les résultats obtenus et les implications pour les politiques agricoles et commerciales.

2.1.1. Ghatak, S., & Price, S. (1997) ont étudié la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique au Royaume-Uni à l'aide du

Test de cointégration de Johansen combiné à un test de causalité de Granger sur données trimestrielles (1970–1992).

Sous le titre de "Export Composition and Economic Growth: Cointegration and Causality Evidence for the UK"

Leurs Résultats montrent qu'il existe une relation de long terme entre les exportations agricoles et la croissance économique. Les exportations de produits agricoles transformés ont un effet plus marqué que les produits bruts.

2.1.2. Jansen, M. (2004), a étudié une analyse économétrique basée sur des indices de volatilité des revenus d'exportation, sur les Petits pays développés (Nouvelle-Zélande, Irlande, Danemark)

Dans "Income Volatility in Small and Developing Economies: Export Concentration Matters"

Et son résultat était comme suit : Dans les pays développés à forte orientation agricole (ex : Nouvelle-Zélande), la diversification des exportations agricoles réduit la volatilité économique et soutient une croissance stable.

2.1.3. Wilkinson, J. & Rocha, R. (2009) ont effectué une étude comparative de cas + données FAO/OCDE aux USA, Pays-Bas et en France dans "Agro-Industry Trends, Patterns and Development Impacts"

Et leur résultats a montré une montée en valeur des chaînes agroalimentaires et l'orientation export des produits à haute valeur ajoutée (ex : fromage, vin, produits biologiques) ont un impact positif sur la croissance économique, via l'innovation, l'emploi qualifié, et les investissements étrangers.

2.1.4. Anderson, K., & Strutt, A. (2014) ⁹

ont fait une étude de stimulation CGE (Computable General Equilibrium) dans les pays de l'OCDE notamment les États-Unis, UE, et le Japon ,dans "Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda"

Le résultat de leur étude a démontré que la libéralisation du commerce agricole améliore significativement la croissance dans les pays développés. L'étude montre aussi que les réformes commerciales agricoles bénéficient autant aux pays développés qu'aux pays en développement en stimulant les exportations et l'efficacité productive.

⁹ Ghatak, S., & Price, S. (1997) / Jansen, M. (2004) / Wilkinson, J. & Rocha, R. (2009) / Anderson, K., & Strutt, A. (2014)

Par ailleurs d'autres auteurs tels que :

2.1.5. Seok & Moon (2021), ont étudié l'analyse économétrique sur données de panel des pays de l'OCDE, avec des sous-échantillons pour les pays de l'UE et hors UE pendant la période 1997–2016, à l'aide de modèle à effet commun corrélés (CCE) afin d'estimer l'impact des exportations agricoles sur la croissance économique.

Leurs résultats montrent que Les exportations agricoles ont un effet positif significatif sur la croissance agricole uniquement dans les pays de l'UE, suggérant que l'accès à un marché commun renforce l'impact positif des exportations sur la croissance.

2.1.6. Bakari & El Weriemmi (2024), ont utilisé l'étude d'analyse économétrique sur un panel de 78 pays à revenu élevé de 2004 à 2023 à l'aide des modèles à effets fixes et aléatoires de Hausman pour pouvoir évaluer l'impact des exportations agricoles et des émissions de CO₂ sur la croissance économique,

Les résultats montrent que les exportations agricoles ont un effet positif significatif sur la croissance économique, tant dis que les émissions de CO₂ ont un effet négatif, cela souligne l'importance de politique équilibrées qui favorisent les exportations agricoles tout en réduisant les impacts environnementaux.

Dans la revue : *Frontiers in Sustainable Food Systems* (2023) ¹⁰– Can Agricultural Trade Improve Total Factor Productivity ? Empirical Evidence from G20 Countries de la période : 2010–2019, qui a utilisé la Méthodologie d'Indice DEA-Malmquist pour mesurer la productivité totale des facteurs (PTF) agricoles a affiché comme résultats :

Les exportations agricoles ont contribué positivement à la croissance de la PTF agricole dans les pays du G20, en particulier grâce aux effets d'apprentissage et aux économies d'échelle. L'environnement institutionnel renforce cet impact positif.

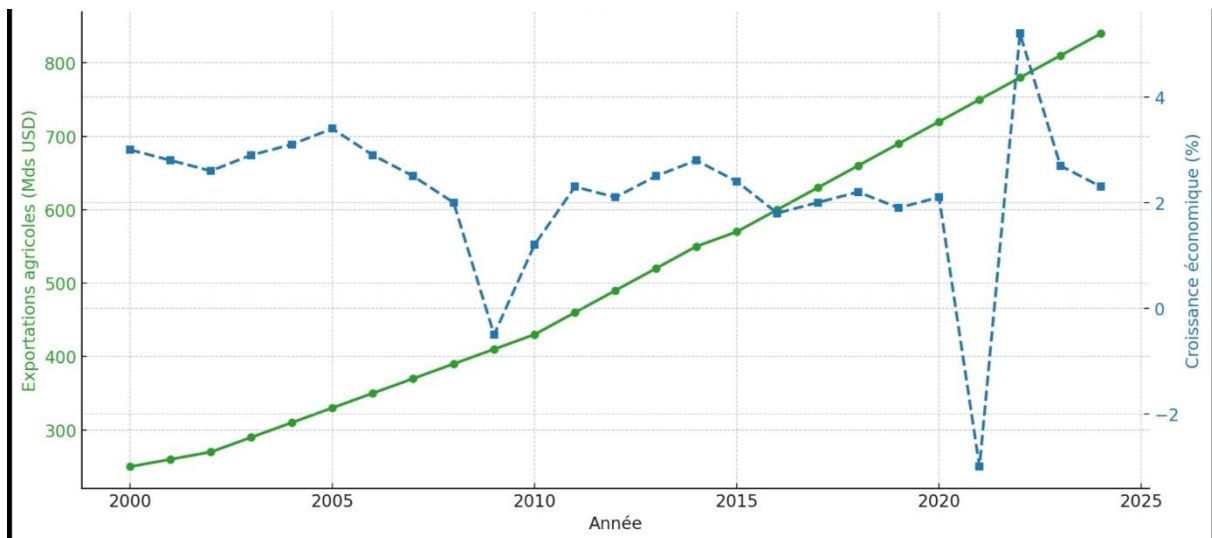
Et dans le rapport annuel conjointement publié par l'OCDE et la FAO qui présente prévisions et des analyses sur l'évolution des marchés agricoles

¹⁰ Seok & Moon (2021) / Bakari & El Weriemmi (2024) / *Frontiers in Sustainable Food Systems* (2023)

mondiaux, OECD-FAO Agricultural Outlook (2010), dans son contenu d'analyse des tendances du marché agricole mondial pour la période 2010–2019 a affiché le résultat suivant : Les pays développés devraient connaître une croissance modérée de leurs exportations agricoles, avec une attention particulière portée à la volatilité des prix et à la sécurité alimentaire.

Ces études empiriques montrent que les exportations agricoles peuvent avoir un impact positif sur la croissance économique dans les pays développés, mais cet impact dépend fortement du contexte institutionnel, des politiques commerciales et de l'intégration dans des marchés communs. Les résultats varient également selon les méthodologies employées et les périodes analysées. Il est essentiel pour les décideurs politiques de considérer ces facteurs lors de l'élaboration de stratégies visant à promouvoir les exportations agricoles comme moteur de croissance économique.

Figure 01 : évolution des exportations agricoles et de la croissance économique pour les pays développés de 2000 à 2024



Source : construit à partir des données de Banque mondiale et de FAO¹¹

Voici la version mise à jour de la figure couvrant la période 2000 à 2024. Elle inclut :

- Une hausse continue des exportations agricoles, atteignant environ 840 milliards USD en 2024.
- Un impact visible de la crise du COVID-19 en 2020 avec une chute de la croissance économique à -3 %, suivie d'un rebond à +5,2 % en 2021, puis une stabilisation autour de 2–2,5 %.

¹¹ Banque mondiale / FAO

Cette évolution montre toujours une résilience des exportations agricoles, même en période de choc économique global.

2.2 Étude dans les pays en développement :

Dans les pays en développement, l'agriculture demeure un secteur clé, tant pour la sécurité alimentaire que pour le développement économique global. Les exportations agricoles jouent un rôle crucial en tant que moteur de croissance, en générant des devises étrangères, en stimulant l'emploi rural, et en favorisant les investissements dans d'autres secteurs économiques. Cependant, la nature et l'ampleur de l'impact des exportations agricoles sur la croissance économique ont fait l'objet de nombreux débats et analyses empiriques.

Cette section vise à présenter un panorama des travaux empiriques qui ont exploré la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique dans les pays en développement. Ces études, variées par leurs approches méthodologiques, les échantillons de pays analysés, ainsi que les périodes étudiées, permettent d'évaluer l'importance réelle de l'agriculture exportatrice comme levier de croissance. Elles mettent en lumière à la fois les effets positifs — tels que la diversification des revenus et l'intégration dans les marchés mondiaux — mais aussi les limites et défis, notamment la dépendance aux prix internationaux et la vulnérabilité aux chocs externes.

L'analyse de ces travaux est essentielle pour mieux comprendre les dynamiques économiques propres aux pays en développement et pour orienter les politiques publiques visant à renforcer le rôle des exportations agricoles dans une stratégie de croissance durable

2.2.1. Sanjuán-López et Dawson (2010) ¹²– Analyse en panel de pays en développement

Cette étude a utilisé une approche de cointégration en panel pour examiner la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique dans 42 pays en développement. Les résultats ont montré une relation à long terme entre les exportations agricoles et le PIB, avec une élasticité de 0,07, suggérant que les exportations agricoles contribuent positivement à la croissance économique. Cependant, l'élasticité des exportations non agricoles était plus élevée (0,13), indiquant que, dans les pays à revenu plus élevé, les exportations non agricoles ont un impact plus significatif sur la croissance économique.

2.2.2. Seti et Mazwane (2024) – Analyse de l'Afrique du Sud

Cette étude a utilisé un modèle de cointégration et de correction d'erreur pour analyser la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique en Afrique du Sud de 1980 à 2023. Les résultats ont confirmé une relation d'équilibre à long terme entre les exportations agricoles et la croissance

¹² Sanjuán-López et Dawson (2010)

économique, avec des exportations totales retardées et l'emploi influençant significativement la croissance du PIB à court terme. Cependant, d'autres facteurs tels que les investissements directs étrangers, la formation brute de capital fixe et la croissance démographique n'ont pas montré d'impact statistiquement significatif.

2.2.3. Kang (2015) – Analyse des principaux pays exportateurs de riz

Cette étude a examiné la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique dans les principaux pays exportateurs de riz en utilisant un modèle de production étendu et un modèle de correction d'erreur vectorielle. Les résultats ont montré que les exportations de riz jouent un rôle important dans la stimulation de la croissance économique dans ces pays, suggérant que les exportations agricoles peuvent être un moteur de croissance économique dans les pays spécialisés dans la production de riz.

2.2.4. El Weriemmi et Bakari (2024) – Analyse des pays à faible revenu

Cette étude a utilisé un modèle gravité avec effets fixes et aléatoires pour analyser l'impact des exportations agricoles sur la croissance économique dans 12 pays à faible revenu de 2004 à 2023. Les résultats ont indiqué que les exportations agricoles influencent positivement la croissance économique, avec une augmentation de 1 % des exportations associée à une hausse de 0,13 % de la croissance économique. Les investissements en capital et le travail ont également contribué de manière significative à la progression économique¹³.

2.2.5. Seti et Mazwane (2019) – Analyse des exportations agricoles transformées et non transformées en Afrique du Sud

Cette étude a examiné la contribution des exportations agricoles transformées et non transformées à la croissance économique en Afrique du Sud. Les résultats ont montré que les exportations agricoles transformées ont un impact plus significatif sur la croissance économique que les exportations non transformées, suggérant que la transformation des produits agricoles peut ajouter de la valeur et stimuler la croissance économique.

2.2.6. Huq Sowrov (2024) – Analyse des pays du G20

Cette étude a examiné la relation entre l'ouverture commerciale, les tarifs douaniers et la croissance économique dans les pays du G20. Les résultats ont trouvé une corrélation significative et positive entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, suggérant que l'ouverture au commerce peut stimuler la croissance économique. Les tarifs douaniers ont montré une corrélation

¹³ Seti et Mazwane (2024) / Kang (2015) / El Weriemmi et Bakari (2024)

négative avec la croissance économique, indiquant que des tarifs plus élevés peuvent freiner la croissance économique.¹⁴

Ces études fournissent des preuves empiriques soutenant l'hypothèse de la croissance tirée par les exportations agricoles dans les pays en développement. Elles suggèrent que les exportations agricoles peuvent jouer un rôle crucial dans la stimulation de la croissance économique, bien que l'ampleur de cet effet puisse varier en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque pays, telles que le niveau de développement, la structure de l'économie et les politiques commerciales.

2.3 Synthèse des résultats

Les exportations agricoles peuvent contribuer à la croissance économique tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Cependant, les pays en développement font face à des défis structurels tels que la dépendance à un seul produit, la vulnérabilité aux fluctuations des prix mondiaux et la concurrence des subventions agricoles des pays développés. Pour maximiser les bénéfices des exportations agricoles, il est essentiel pour ces pays de diversifier leurs produits, d'investir dans l'innovation technologique et de renforcer leurs infrastructures agricoles.

Les travaux empiriques consacrés à l'analyse de la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique révèlent des résultats contrastés selon le niveau de développement des pays étudiés. Si les exportations agricoles peuvent jouer un rôle significatif dans la stimulation de la croissance économique dans les pays en développement, leur impact demeure plus limité dans les pays développés, où le secteur agricole occupe une place marginale dans l'économie globale.

2.3.1. Les pays en développement :

Dans les pays en développement, la majorité des études empiriques mettent en évidence une corrélation positive entre les exportations agricoles et la croissance économique. Les exportations de produits agricoles constituent souvent une source essentielle de devises étrangères, permettant de financer les importations de biens d'équipement et de soutenir l'investissement productif. En outre, elles contribuent à l'augmentation des revenus en milieu rural, favorisant la consommation intérieure et la réduction de la pauvreté.

Les résultats les plus favorables sont généralement observés dans les pays disposant d'un avantage comparatif agricole marqué et ayant mis en œuvre des

¹⁴ Seti et Mazwane (2019) / Huq Sowrov (2024)

politiques publiques visant à améliorer la productivité, les infrastructures rurales, et l'accès aux marchés internationaux. Par exemple, les études de Gbetnkom (2008) et de Ndikumana et Verick (2008) soulignent le rôle structurant des exportations agricoles dans le développement de plusieurs économies africaines. De même, Baharumshah et Almasaied (2009) mettent en évidence une relation dynamique entre exportations agricoles et croissance dans certains pays d'Asie du Sud-Est.¹⁵

Cependant, d'autres études soulignent également les limites et les risques associés à cette dépendance aux exportations agricoles. La volatilité des prix sur les marchés mondiaux, la faible valeur ajoutée des produits primaires exportés et l'absence de diversification économique peuvent réduire l'impact positif attendu, voire exposer l'économie à des chocs exogènes. Ainsi, l'effet bénéfique des exportations agricoles sur la croissance économique dépend largement du contexte institutionnel, du degré de transformation locale et de l'intégration dans des chaînes de valeur plus complexes.

2.3.2. Les pays développés

Dans les pays développés, l'impact des exportations agricoles sur la croissance économique apparaît moins significatif. L'agriculture y représente une part réduite du produit intérieur brut, et la croissance est principalement tirée par les secteurs secondaire et tertiaire.

Néanmoins, dans certaines économies à forte tradition agricole, comme la Nouvelle-Zélande ou certains pays scandinaves, les exportations agricoles peuvent encore contribuer à la croissance régionale et à l'équilibre de la balance commerciale.

Dans ces pays, l'accent est souvent mis sur la productivité, l'innovation technologique et la spécialisation dans des produits agricoles à forte valeur ajoutée, tels que les produits biologiques, les appellations d'origine contrôlée ou les denrées issues de l'agriculture durable.

L'étude d'Anderson et Tyers (1995) met ainsi en évidence les effets différenciés des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE, notamment en ce qui concerne les distorsions liées aux subventions.

De même, Orden, Paarlberg et Roe (1999) soulignent que les aides publiques influencent fortement la compétitivité des exportations, indépendamment de leur efficacité économique intrinsèque.

¹⁵ Ndikumana, L. & Verick, S. (2008) / Gbetnkom, D. (2008) / Baharumshah, A. Z., & Almasaied, S.W. (2009).

Enfin, dans les pays industrialisés, le secteur agricole tend à être perçu davantage sous un angle stratégique, notamment en matière de sécurité alimentaire, de préservation des ressources naturelles et de transition écologique, que comme un moteur direct de la croissance économique.¹⁶

Afin de mieux comprendre les différences structurelles entre les pays développés et les pays en développement en matière d'agriculture et de croissance économique, le tableau ci-dessous présente une comparaison synthétique des principaux indicateurs :

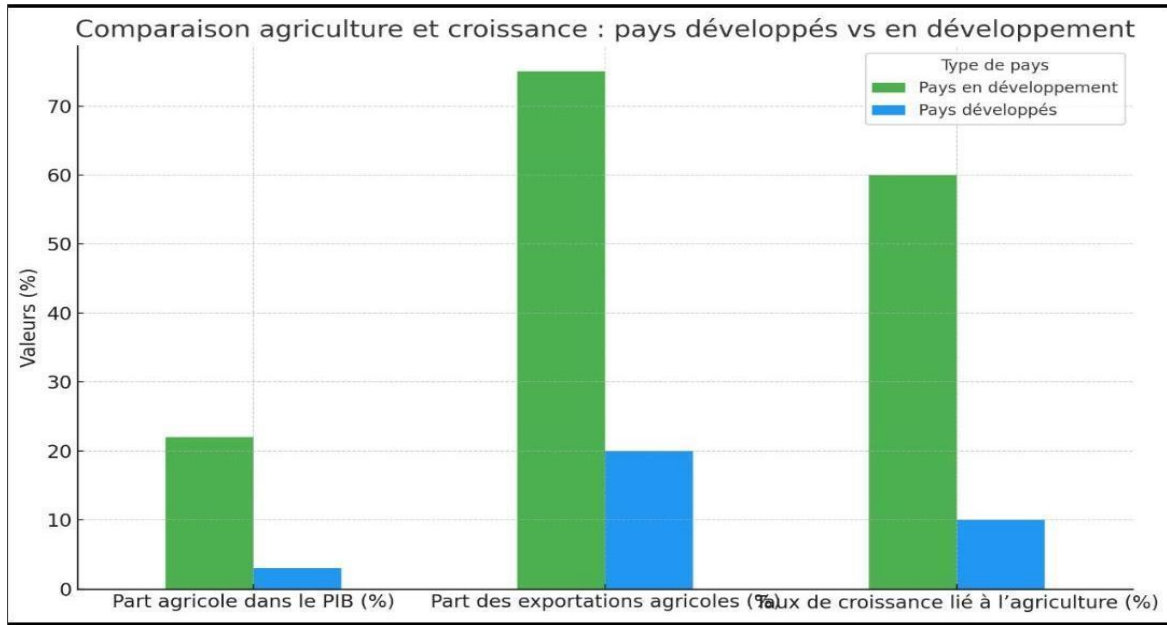
Tableau 01 : comparaison synthétique des principaux indicateurs dans les pays développés et les pays en développement

<i>Aspect</i>	<i>Pays en développement</i>	<i>Pays développés</i>
<i>Impact sur le PIB</i>	Positif mais limité par des facteurs structurels	Positif, avec une diversification des exportations
<i>Dépendance à un produit</i>	Elevé, augmentant la vulnérabilité	Faible, grâce à la diversification
<i>Subventions agricoles</i>	Subissent les effets des subventions des pays développés	Utilisent des subventions pour soutenir leur agriculture
<i>Innovation technologique</i>	Souvent limités, nécessitant des investissements	Elevée, favorisant la productivité

Par ailleurs, le graphique suivant illustre de manière visuelle des écarts, notamment en ce qui concerne la part de l'agriculture dans le PIB, la part des exportations agricoles et les taux de croissance :

Figure 02 : comparaison agriculture et croissance économique entre pays développés et pays en développement

¹⁶ Anderson, K., & Tyers, R. (1995)
 Orden, D., Paarlberg, R., & Roe, T. (1999).



En somme, les résultats empiriques montrent que les exportations agricoles peuvent jouer un rôle moteur dans la croissance économique des pays en développement, sous certaines conditions structurelles et institutionnelles.

À l'inverse, dans les pays développés, leur contribution à la croissance est plus marginale, bien qu'elle puisse se manifester à travers des effets indirects liés à l'innovation, à la durabilité et à l'insertion dans des segments de marché à forte valeur ajoutée.

Ces constats soulignent l'importance de prendre en compte le contexte national et le niveau de développement économique pour évaluer les effets réels des exportations agricoles sur la croissance.

Section 3 : Travaux empiriques des exportations agricoles et de la croissance économique en Algérie :

La littérature sur l'agriculture algérienne se distingue par sa profusion et surtout par sa diversité, on ne compte plus les thèses dont l'objet a gravité autour du secteur agricole. Après avoir compulsé de larges publications parues depuis l'indépendance du pays et même antérieurement pour quelques-unes, nous sommes sortis totalement renforcés par le fait que de nombreux prérequis sont d'ores et déjà aptes à constituer une élite algérienne dans le domaine de la science agronomique qui nous intéresse tant. Il s'agit juste de canaliser toute cette énergie afin de mieux la valoriser.

3.1 Étude sur l'agriculture et la croissance économique en Algérie

Au cours des dernières décennies, la question de la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique a suscité un intérêt croissant chez les chercheurs et les décideurs, notamment dans les pays en développement à la recherche de stratégies de diversification économique. L'Algérie, dont l'économie reste fortement dépendante des hydrocarbures, tente depuis plusieurs années de redynamiser ses secteurs productifs, en particulier l'agriculture, afin de renforcer ses exportations hors hydrocarbures et de soutenir une croissance économique durable.

Dans ce contexte, plusieurs études empiriques ont été menées pour examiner dans quelle mesure les exportations agricoles peuvent contribuer au produit intérieur brut (PIB), à l'emploi, aux revenus des ménages, ou encore à la transformation structurelle de l'économie algérienne. Ces travaux mobilisent différentes méthodologies économétriques, telles que les modèles de régression (MCO, ARDL, VECM), les analyses de cointégration, ainsi que les

multiplicateurs issus des matrices de comptabilité sociale (MCS). Ces approches permettent de tester empiriquement l'impact des exportations agricoles sur la croissance économique dans une perspective à court et à long terme.¹⁷

Par exemple, l'étude de **Aït Mokrane et Siad (2021)**, utilisant un modèle ARDL sur la période 1974–2017, montre une relation de long terme positive entre la valeur ajoutée agricole et le PIB réel en Algérie.

De même, l'analyse de **Touati (2023)** à partir de la MCS de 2017 révèle que les exportations agricoles ont des effets d'entraînement significatifs sur d'autres secteurs économiques et sur les revenus des ménages, soulignant ainsi leur rôle potentiel dans la croissance inclusive. À l'inverse, d'autres travaux, comme celui de **Hammache (2023)**, trouvent que malgré l'importance stratégique de l'agriculture, son effet direct sur la croissance reste limité, notamment en raison de la faiblesse de la productivité et du manque d'industrialisation du secteur.

Ces résultats divergents reflètent la complexité des dynamiques économiques en Algérie et la nécessité de mieux comprendre les canaux de transmission entre les exportations agricoles et la croissance. Ainsi, cette revue des travaux empiriques a pour objectif de recenser et d'analyser les principales études réalisées sur le cas algérien, en mettant en lumière leurs méthodologies, les périodes étudiées, ainsi que les résultats obtenus. Ce travail permettra de situer l'étude présente

¹⁷ Thèse-algerie.com « les exportations agricoles et agroalimentaire en Algérie » Univ-bejaia.dz « impact de l'agriculture sur la croissance économique en Algérie »

dans le champ scientifique existant et de dégager des pistes de réflexion pour les politiques économiques à venir¹⁸

3.2 Résultat de l'étude en Algérie

Les exportations agricoles jouent un rôle croissant dans la stratégie de diversification économique de l'Algérie, historiquement dépendante des hydrocarbures. Des études empiriques récentes mettent en évidence leur contribution positive à la croissance économique nationale.

3.2.1. Résultats empiriques sur la relation exportations agricoles – croissance économique

a. Études économétriques nationales

Une étude menée par **Lahmar Karima et Kabout Abdelrazak (2022)** a analysé l'impact des exportations sur la croissance économique en Algérie entre 1980 et 2020, en utilisant le modèle VECM. Les résultats indiquent une relation d'équilibre à long terme entre les exportations et la croissance économique, avec une influence positive et une causalité bidirectionnelle entre ces deux variables.

Par ailleurs, une recherche de **Keddari Nassim et Touati Karima (2021)** a examiné la structure des exportations et sa relation avec la croissance économique sur la période 1995-2019. Les résultats suggèrent que la concentration des exportations sur les hydrocarbures a un effet négatif sur la croissance, soulignant la nécessité de diversifier les exportations, notamment en renforçant le secteur agricole.

b. Études sectorielles spécifiques

Dans une thèse de doctorat, **Matallah Mohamed Assad Allah (2021)** a utilisé le modèle de gravité pour analyser les exportations agricoles et agroalimentaires de l'Algérie entre 2001 et 2017. L'étude révèle que le PIB des pays importateurs et la distance géographique sont des facteurs déterminants des exportations agricoles algériennes. De plus, des éléments tels que la culture commune ont un impact significatif, indiquant un potentiel inexploité dans ce secteur.

Une autre étude, réalisée par **Azzoug Lamia et encadrée par Ouchichi Mourad (2016)**, a évalué l'impact du secteur agroalimentaire sur la croissance

¹⁸ Aït Mokrane, S., & Siad, I. (2021). Contribution du secteur agricole à la croissance économique en Algérie (1974–2017). Université de Béjaïa.
Touati, K. (2023). Effets de la diversification des exportations sur la croissance sectorielle en Algérie : Approche MCS. *Revue Sciences Humaines, ASJP*.
Hammache, S. (2023). Croissance économique, investissements directs étrangers et secteur agricole en Algérie : Étude empirique (1999–2021). *Revue économique algérienne, ASJP*.

économique en Algérie entre 1975 et 2014. Les résultats, obtenus via un modèle VECM, montrent que la valeur ajoutée des industries agroalimentaires et les exportations de biens alimentaires influencent positivement la croissance économique. ¹⁹

3.2.2. Tendances récentes des exportations agricoles

Selon le ministère de l'Agriculture, les exportations agricoles algériennes ont atteint 1,2 milliard de dollars en 2024, enregistrant une croissance de 18 %. Les dattes représentent 35 % de ces exportations, suivies des agrumes et des olives. Cette performance est attribuée aux politiques gouvernementales favorables, telles que les subventions à l'irrigation, les prêts à taux réduits pour les agriculteurs et la modernisation des techniques agricoles.

En conclusion, les études empiriques confirment que les exportations agricoles ont un impact positif sur la croissance économique en Algérie. Toutefois, pour maximiser ce potentiel, des efforts doivent être déployés pour diversifier les exportations, moderniser le secteur agricole et surmonter les défis structurels existants. Ces actions permettront à l'Algérie de réduire sa dépendance aux hydrocarbures et de renforcer la résilience de son économie. ²⁰

Conclusion

La revue de littérature sur les exportations agricoles et la croissance économique met en évidence une relation globalement positive, bien que nuancée, entre ces deux variables, particulièrement dans les pays en développement.

Les études empiriques convergent vers l'idée que les exportations agricoles peuvent stimuler la croissance économique en générant des devises, en favorisant l'investissement et en améliorant la productivité grâce à l'intégration

¹⁹ Lahmar, K., & Kabout, A. R. (2022). "Impact des exportations sur la croissance économique en Algérie : étude économétrique sur la période 1980-2020."

Keddari, N., & Touati, K. (2021). "Analyse de la relation entre structure d'exportation et croissance économique : Cas de l'Algérie (1995-2019)."

Matallah, M. A. A. (2021). "Les exportations agricoles et agroalimentaires en Algérie."

Azzoug, L. (2016). "Le secteur agroalimentaire et son impact sur la croissance économique en Algérie (1975-2014)."

²⁰ Algérie Focus. (2024). "Les exportations agricoles algériennes en pleine expansion avec +18% de croissance!"

Eco Times DZ. (2023). "Diversification des exportations algériennes : enjeux, potentiel et stratégies pour réduire la dépendance aux hydrocarbures."

dans les marchés internationaux. Par exemple, des recherches menées au Cameroun et au Bénin ont démontré que les exportations agricoles ont un effet significatif sur la croissance du PIB, en particulier lorsque les revenus par habitant dépassent un certain seuil.

Cependant, cette relation n'est pas uniforme. La dépendance excessive à un nombre limité de produits agricoles expose les pays à des risques liés à la volatilité des prix et aux chocs externes. De plus, la diversification des exportations et la transformation locale des produits agricoles sont essentielles pour maximiser les bénéfices économiques. Des études ont montré que la diversification des exportations contribue positivement à la croissance économique, notamment en Tunisie.

En conclusion, bien que les exportations agricoles puissent être un moteur de croissance économique, leur impact dépend de plusieurs facteurs, tels que le niveau de développement du pays, la diversification des exportations et la capacité à ajouter de la valeur aux produits agricoles. Il est donc crucial pour les pays en développement de mettre en place des politiques favorisant la diversification des exportations, l'investissement dans la transformation locale et l'amélioration des infrastructures pour soutenir une croissance économique durable.²¹

²¹ Wikimemoires.net « évolution de la relation commerce extérieur et croissance économique »
Memoireonline.com « analyse des effets des exportations agricoles sur la croissance et le bien être au Benin »
Fao.org « la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1994 »
Researchgate.net « impact de la diversification des exportations sur la croissance économique cas de Tunisie »

Introduction

L'agriculture occupe une place stratégique dans l'économie algérienne, non seulement en tant que source de revenus et d'emplois pour une large frange de la population, mais également comme levier fondamental de la sécurité alimentaire nationale. Depuis les années 2000, l'état algérien a multiplié les efforts pour restructurer ce secteur à travers des politiques ambitieuses telles que le Plan National de Développement Agricole et Rural (PNDAR) et, plus récemment, le Plan de Renouveau de l'Agriculture et du Monde Rural (PRAR) lancé après la crise alimentaire mondiale de 2008. Selon les données du ministère de l'Agriculture, le secteur contribue à hauteur de 12 à 14% du PIB national et emploie environ 20% de la population active.

Malgré les investissements importants et les réformes engagées, le secteur agricole reste confronté à plusieurs défis structurels, parmi lesquels figurent la faible productivité, la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et la vulnérabilité aux aléas climatiques. Toutefois, des dynamiques récentes, notamment liées à l'extension des superficies cultivées, à l'adoption de nouvelles technologies et à l'arrivée d'investissements nationaux et étrangers, laissent entrevoir des perspectives de redéploiement.

Ce chapitre vise à dresser un état des lieux détaillé du secteur agricole algérien. Il s'articulera autour de deux axes principaux : le cadre général et structurel du secteur, les politiques agricoles mises en œuvre pour développer le secteur.

Section1 : Cadre général et structurel du secteur

1.1 Importance stratégique du secteur agricole dans l'économie nationale

L'agriculture constitue un pilier essentiel de l'économie algérienne. Elle génère près de 14,7% du produit intérieur brut(PIB). En 2022, elle représentait 22,68% de la population active, soit environ 2,7millions de personnes. Le secteur assure également 75% des besoins alimentaires du pays, réduisant ainsi la dépendance aux importations.²²

Agriculture en Algérie



Statistiques

Principales cultures	Céréales
	Maraîchages
	Agrumes
	Fourrages
	Dattes
	Olives
% du PIB	14,7 % (2022)
% de la population active occupée	22,68 % (2022)
Exportation	100 millions de dollars (2021)
Importation	11,5 milliards de dollars (2021)
Superficie cultivée	8,5 millions d'ha
% d'agriculture biologique	4 %

Productions agricoles d'Algérie

²² WIKIPIDIA, Agriculture en Algérie, secteur économique, le 22/05/2025 à 8 :53m

Chapitre 02 : l'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation.

Malgré ces performances, l'Algérie reste dépendante des importations pour certains produits, notamment les céréales et le lait, ce qui souligne la nécessité de renforcer l'autosuffisance alimentaire.

1.2. Répartition des terres agricoles et typologie des exploitations

La surface Agricole utile (SAU) en Algérie est estimée à 8,5 million d'hectares, soit environ 3,6% de la superficie totale du pays. Le recensement général de l'Agriculture de 2024 a permis de dresser un état des lieux précis des exploitations agricoles, mettant en évidence une diversité en termes de taille et de statut juridique.²³

Le tableau suivant synthétise la répartition des exploitations agricoles selon leurs tailles

Tableau 02 : Répartition des exploitations agricoles selon leurs tailles

Taille de l'exploitation	Pourcentage de l'exploitation
Moins de 10 ha	70%
Entre 10 et 50 ha	25%
Plus de 50 ha	5%

Les exploitations agricoles se répartissent également selon leur statut juridique :

Tableau 03 : Répartition des exploitations agricoles selon leur statut juridique

Type de statut	Nombre d'exploitation	%	SAU	%
Exploitation individuelles privées	745.734	72,84	5.556.999	65,7
Exploitation agricole individuelle	105.172	10,27	1.187.724	14,04
Exploitation agricole collective	35.338	3,45	929.514	10,99
Autres	137.555	13,44	784.443	9,27
Total	1.023.799	100	8.458.680	100

²³ Poste.dz Recensement général de l'agriculture de 2024, le 22/05/2025, à 09 :27m

Chapitre 02 : l'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation.

Autres : coopératives, fermes pilotes, etc.,...

source : RGA, 2003

Le tableau montre :

- la prédominance de l'exploitation individuelle privée (y compris les EAI) avec 83,11% du nombre total des exploitations et occupent 79,74% de la SAU totale dont :
- 72,84 % d'exploitation sur des terres de la propriété privée avec 65,7% de la SAU totale ;
- 10,27% d'exploitation individuelle à gestion privative (EAI) sur des terres du domaine privé de l'Etat avec 14,04% de SAU.
- l'exploitation agricoles collective(EAC) à gestion privative représente 3,45% du totale des exploitations et couvrent près de 11% de la SAU totale.

Ce sont donc 8,5millions d'hectares pour 40millions d'habitons, soit un ratio de 0,19 ha/habitant en 2022, alors qu'il était de 0,56ha/habitant en 1970.

1. 3. Systèmes de production et principales filières agricoles

L'agriculture algérienne est caractérisée par une diversité de systèmes de production, influencés par les conditions agro écologiques et les ressources disponibles.

Les principales filières agricoles comprennent :

- Céréales : le blé dur, le blé tendre et l'orge sont les principales cultures céréalières, occupant une part importante de la SAU.²⁴

²⁴ Fr. madr.gov.dz le 22/05/2025 à13 :12m

Chapitre 02 : l'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation.

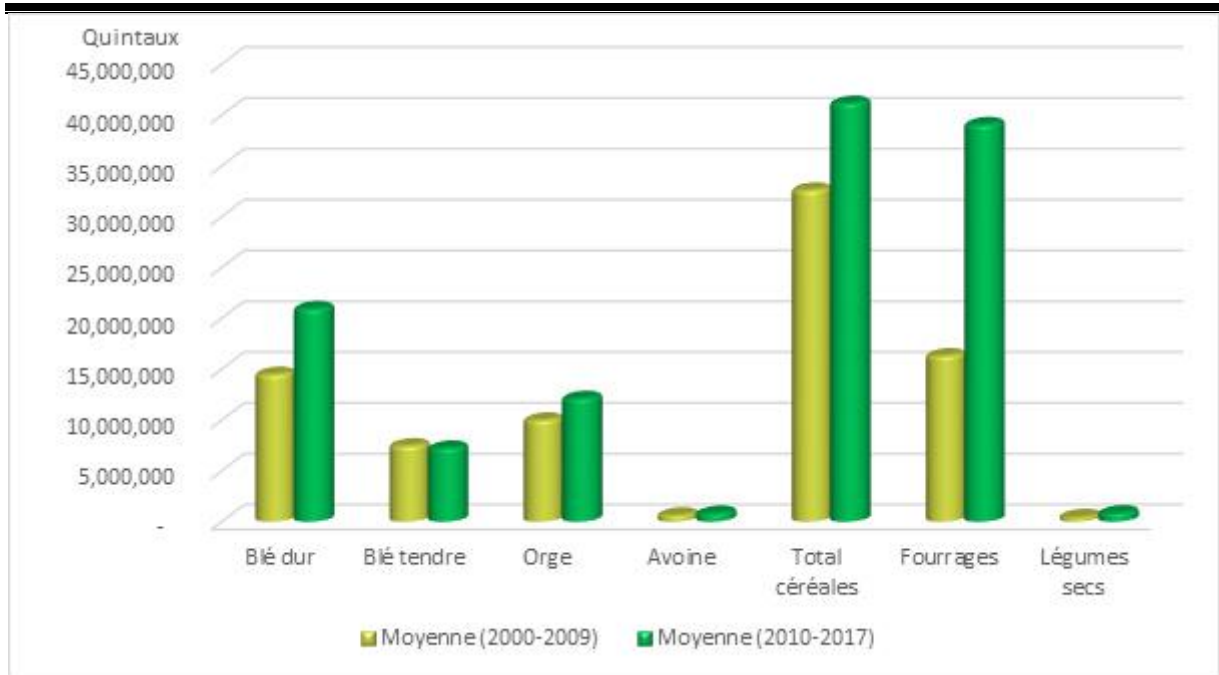
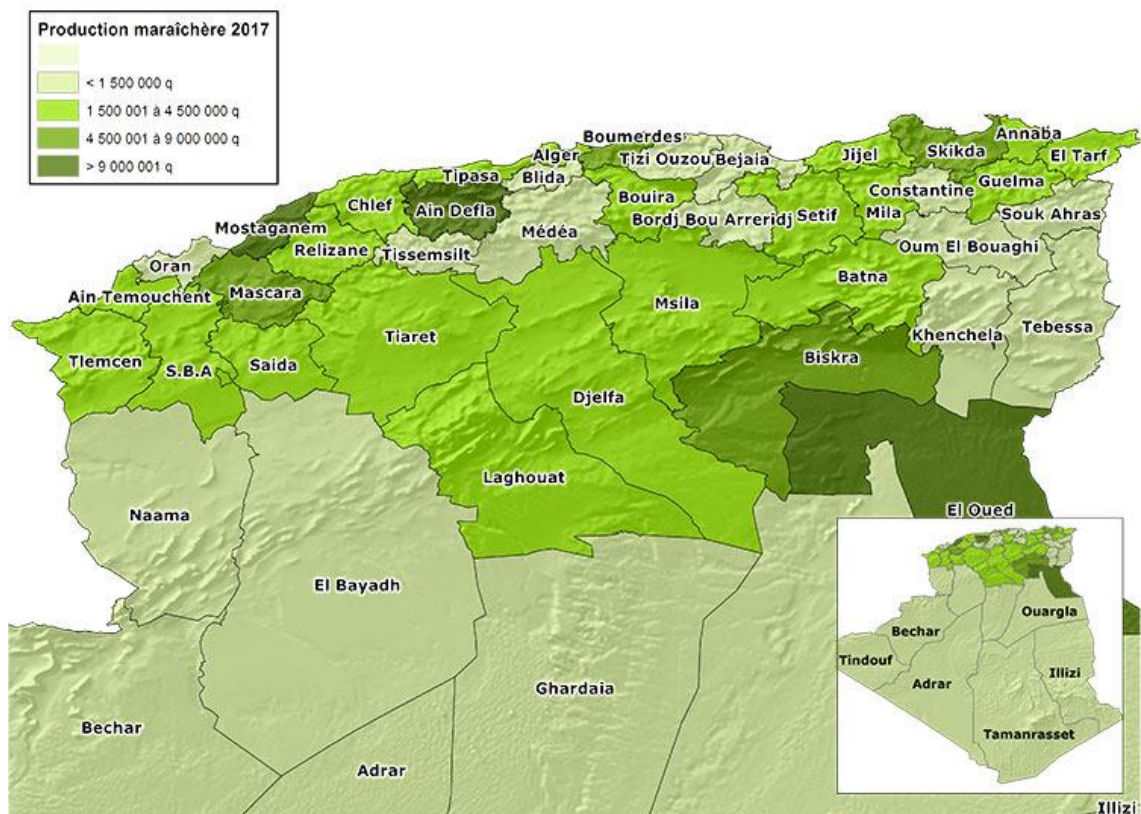


Figure 03 : Quantité de la principale filière agricole entre les périodes 2010-2017 et 2000-2009

Cultures maraichères : les pommes de terre, les tomates et les oignons sont largement cultivés, notamment dans les zones littorales et les hauts plateaux.

La pomme de terre et l'oignon qui représente respectivement plus de 36% et plus 12% de la production du maraichage ont enregistré une évolution respectivement de +143% et +102%.

Chapitre 02 : l'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation.



- Arboriculture : les agrumes, les olives et les dattes constituent les principales cultures arboricoles, avec une concentration dans les régions adaptées à ces cultures.²⁵les niveaux de production des filières arboricoles ont connu une augmentation durant la période 2010-2017 par rapport à la décennie précédent (2000-2009) représentant :
 - Les fruits à noyaux et à pépins avec 102%
 - Les olives 99%
 - Les agrumes 91%
 - Les dattes 82%

²⁵ WIKIPEDIA Economie de l'Algérie

Chapitre 02 : l'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation.

La production de la vigne a connu une nette amélioration avec une évolution de +75% entre les périodes 2000-2009 et 2010-2017.

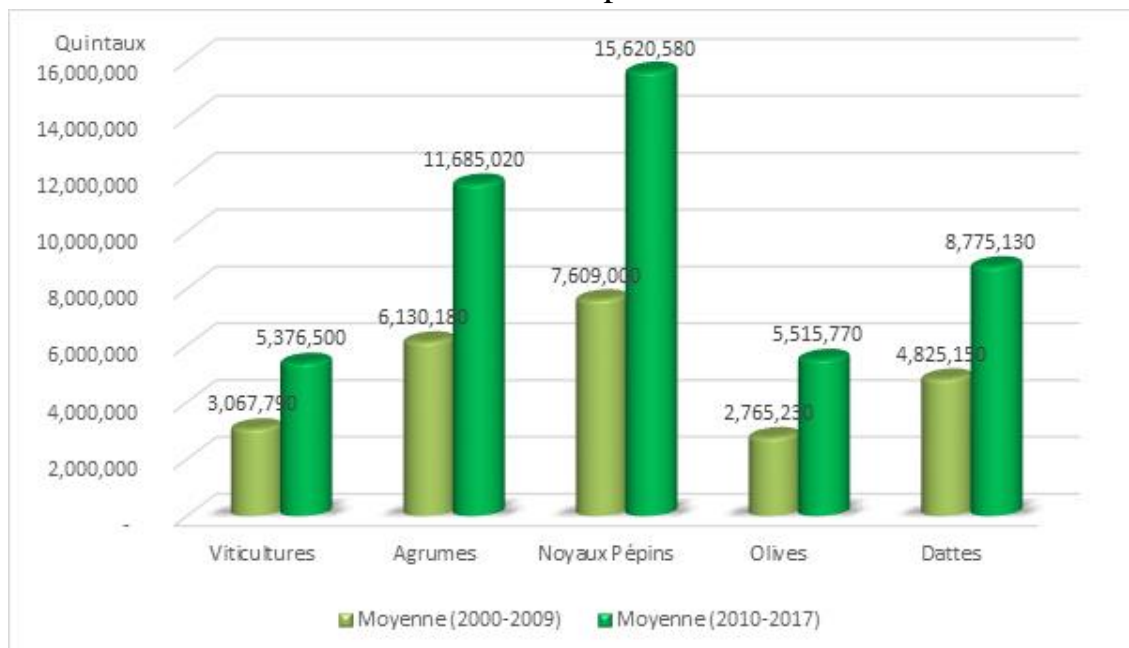


Figure 04 : production de la vigne entre les périodes 2000-2009 / 2010-2017

Elevage : l'élevage ovin est prédominant, suivi par l'élevage bovin et avicole, contribuant significativement à la production de viande et de produits laitiers. L'élevage ovin représente 80% de l'effectif global avec plus de 19million de têtes, l'élevage bovin reste faible avec 1,6-1,7 million de têtes (6% de l'effectif globale) dont 58% sont des vaches laitières.

Section 2 : Politiques agricoles et programmes de développement et exportation :

Depuis les années 2000, l'Algérie a mis en œuvre plusieurs politiques agricoles et plans stratégiques visant à moderniser le secteur et à atteindre l'autosuffisance alimentaire. Parmi les programmes récents :

2.1. Le plan national de développement agricole (PNDA, 2000-2002) :

Lancé en 2000, le PNDA visait à revitaliser le secteur agricole algérien, confronté à des défis majeur tels que la faible productivité, la dégradation des ressources naturelles et la dépendance aux importations alimentaires, notamment la privatisation partielle des terres agricoles et l'encouragement des investissements privés. Il a également mis l'accent sur la modernisation des infrastructures agricoles et la promotion de la recherche et du développement. Il vise aussi à dynamiser l'investissement dans l'agriculture en accordant des crédits bonifiés, des subventions et des incitations fiscales aux agriculteurs. Il a permis l'amélioration de certaines filières comme les dattes et les pommes de terre.

2.2. Le plan du développement national rural(PNDR)

EN 2002, le PNDA devient PNDAR qui vise à d'intégrer l'assistance au monde rural, à faciliter le développement du secteur par le soutien à l'investissement privé et l'amélioration des services agricoles dans les milieux ruraux. Les pouvoirs publics ont introduit de nouvelles mesures pour meilleur accompagnement des agriculteurs en instituant la loi d'orientation agricole. Elle vise à l'amélioration du dispositif législatif et le renforcement des instruments d'encadrement du secteur.

2.3 Le Plan du renouveau agricole et rural(PRAR)

Cette politique mise en œuvre en 2010 à 2014, réaffirme l'objectif fondamental poursuivi par les plans agricoles précédents, à savoir le renforcement durable de la sécurité alimentaire nationale, ils visent à améliorer la gestion de l'activité agricole et son expansion dans le milieu rural. Ce plan apporte une aide à l'agriculteur dès son obtention du foncier agricole jusqu'à la commercialisation de son produit ou son revenu est assuré et protégé par la politique.

2.4 La politique FELAHA 2015-2019

Ce plan stratégique s'appuie sur la notion de « sécurité alimentaire durable », avec l'ambition de :

- renforcer les capacités de production nationales,
- Encourager l'agriculture saharienne,
- Améliorer la logistique (chaîne du froid, stockage, transport),
- promouvoir l'agro-industrie et les exportations agricoles,

2.5 Le plan d'action gouvernementale agricole 2020 à nos jours

La nouvelle vision gouvernementale vise à transformer l'agriculture en un secteur moteur de croissance hors hydrocarbures. Elle met l'accent sur :

- La digitalisation de l'agriculture,
- L'irrigation moderne (goutte-à-goutte),
- L'extension des cultures en zone sahariennes,
- Le partenariat public-privé.²⁶

²⁶ Mimouni Chahrazed , plans de développement agricole en Algérie : Etat des lieux et leur impact sur la production agricole de 2000 à 2019 université d'Oran ,Mohammed ben Ahmed, PP122/125

Section 3 : Les échanges extérieurs agricoles en Algérie :

Dans un contexte économique marqué par la nécessité de diversification des sources agricoles de l'Algérie occupent une place stratégique. En tant que pays à fort potentiel agro-climatique mais à dépendance alimentaire élevée, l'Algérie se distingue par une balance commerciale agricole structurellement déficitaire. L'agriculture nationale, bien que dotée d'atouts notables, peine à répondre à la demande croissante en produits alimentaires, entraînant un recours massif aux importations, notamment en céréales, produits laitiers, huiles végétales et sucre.

3.1. Les importations agricoles :

Les importations agricoles de l'Algérie sont élevées en constante augmentation, avec un déficit important de la balance commerciale. En 2022, les importations agricoles et agroalimentaires ont atteint 9,8 Md EURO, contre 328 Md euro d'exportation. Maïs : les importations annuelles de maïs s'élèvent en moyenne à 5 millions de tonnes, représentant près de 900millions USD, plaçant l'Algérie les 20 plus grands importateurs mondiaux de maïs-grain.²⁷

3.2. Les exportations agricoles :

Produits alimentaire : en 2023, l'Algérie a exporté des produits alimentaires d'une valeur de 397million USD.

Khenchela : une quantité de 25 tonnes d'oignon rouge a été exportée vers la Mauritanie.

Fruits et légumes : l'Algérie a exporté près de 70000 tonnes de fruits et légumes pour plus de 63millions de dollars durant les 11premiers mois de 2022 ;

Djelfa : les investisseurs de la filière oléicole ayant pris part à des portes ouvertes sur l'exportation de l'huile d'olive et de ses dérivés, se sont accordés sur l'importance de promouvoir la qualité de la production pour réussir le défi de l'exportation de l'huile d'olive.²⁸

El-oued : une quantité de 23,6 tonnes de pastèques et de melons est destinée à exportation de la wilaya d'el oued vers la France via le port de skikda, a-t-on appris dimanche 21mai2021 auprès de la chambre agricole locale.

²⁷ Algérie-eco.com, Algérie : les prévisions de production, d'importation et de consommation de céréales, selon l'USDA Date 8octobre2024 le 2/06 :2025à 10 :45m.

²⁸ ALGERIE PRESSE SERVICE, le 02 /06 /2025 à 09 :10m

Chapitre 02 : l'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation.

El-oued : une quantité de 26 tonnes de pommes de terre a été exportée vers l'Espagne, via le port d'Alger.

M ben Abderrahmane : a jugé la part des dattes exportées au cours des cinq premiers mois de 2023 (plus de 30.000 quintaux) , selon lui la courbe des quantités exportées de dattes évolue positivement, chaque année, en raison de la demande croissante, les quantités exportées s'étant élevées à 52.000qx en 2022 et à 36.000qx en 2021 .

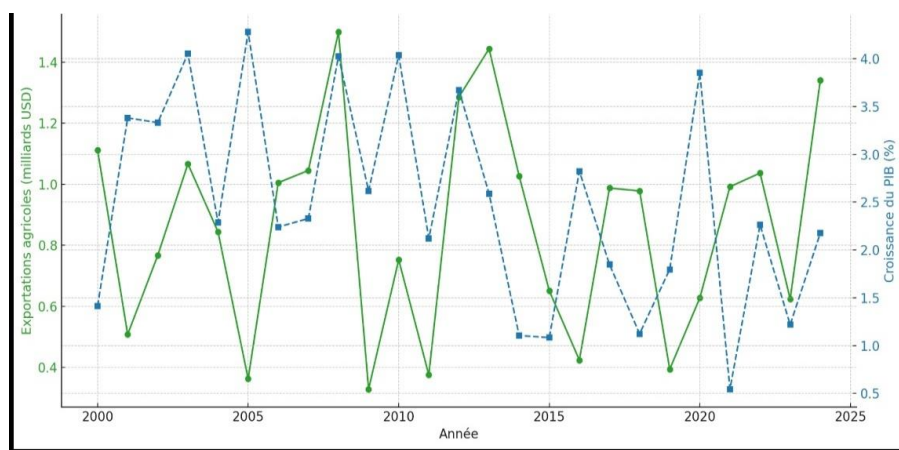
ALGER : la direction centrale de suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du commerce et de la promotion des exportations, a indiqué que la valeur des exportations algériennes des produits alimentaires avait atteint, en 2023, près de 400 millions USD.²⁹

3.3. Défis et perspectives

Malgré ces avancées, le secteur agricole algérien fait face à plusieurs défis. Le manque de compétitivité sur le marché international, en raison de coûts de production élevés et de contraintes logistiques, limite le potentiel d'exportation. De plus, le faible niveau de transformation industrielle des produits agricoles réduit leur valeur ajoutée. Pour surmonter ces obstacles, il est essentiel de moderniser les infrastructures, d'améliorer les techniques de production et de renforcer la formation des acteurs du secteur.

Ce graphique met en relation l'évolution annuelle des exportations agricoles de l'Algérie (axe vertical gauche, en vert), et celle du taux de croissance du PIB (axe vertical droit, en bleu) sur la période allant de 1999 à 2024. Les données montrent des fluctuations importantes dans les deux séries, avec des mouvements parfois convergents, suggérant une possible corrélation entre les exportations agricoles et la performance économique globale.

Figure 05 : Analyse des exportations agricoles et de la croissance économique en Algérie (2000-2024)



²⁹ ALGERIS PRESSE SERVICE, LE 02 /06/2025 à 13 :06m

Chapitre 02 : l'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation.

Source : Construit à partir de la base de données bank-of-algeria.dz et ons.dz³⁰

L'observation du graphique révèle plusieurs périodes clés :

2000–2010 : Bien que la croissance du PIB ait été relativement soutenue (souvent supérieure à 2 %), les exportations agricoles ont connu une forte instabilité, avec des creux notables en 2005 et 2009.

2011–2015 : Cette période est marquée par une chute simultanée des deux indicateurs en 2014, probablement liée à la baisse des prix du pétrole et à un contexte économique difficile.

2016–2024 : Les années récentes montrent une reprise progressive des exportations agricoles, atteignant un pic en 2024 (près de 1,5 milliard USD), tandis que la croissance du PIB reste modérée, oscillant entre 1,5 % et 2,5 %.

Cette dynamique suggère que les exportations agricoles pourraient contribuer à la résilience économique du pays, mais qu'elles ne suffisent pas à elles seules à soutenir une forte croissance sans un environnement macroéconomique favorable et des réformes structurelles.

Conclusion

L'analyse de l'état actuel du secteur agricole en Algérie met en lumière son importance stratégique tant sur le plan économique que social. Malgré des potentialités agricoles notables - notamment en matière de superficie cultivable, de diversité climatique et de main-d'œuvre disponible - le secteur demeure confronté à de nombreux défis structurels : faible productivité, dépendance à l'importation, fragmentation foncière, déficit d'infrastructures et vulnérabilité climatique.

Les politiques agricoles mises en œuvre depuis l'indépendance ont connu plusieurs phases, allant de la collectivisation à la libéralisation, avec des résultats contrastés. Les réformes récentes, en particulier à travers les programmes de renouveau agricole et rural, témoignent d'une volonté de relancer le secteur via la modernisation des exploitations, l'encouragement de l'investissement privé et la valorisation des filières agroalimentaires. Toutefois, les effets de ces politiques restent limités en raison d'un manque de continuité, de coordination institutionnelle et d'un environnement d'affaires encore peu incitatif.

Concernant les exportations agricoles, elles demeurent marginales dans la balance commerciale algérienne, en raison d'un tissu productif peu compétitif, d'un faible taux de transformation des produits agricoles, et d'un cadre

³⁰ Banque mondiale et ministère de l'agriculture algérien

Chapitre 02 : l'état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation.

logistique inadapté aux exigences des marchés internationaux. Pourtant, certains segments comme les dattes, les huiles essentielles ou les plantes aromatiques disposent d'un potentiel réel à l'exportation.

Ainsi, le développement du secteur agricole algérien passe nécessairement par une réforme en profondeur, articulée autour de la durabilité, de la valorisation des chaînes de valeur, et de l'intégration aux marchés extérieurs. Cette orientation stratégique est indispensable pour permettre au secteur de jouer pleinement son rôle dans la diversification économique du pays et dans la réduction de sa dépendance aux hydrocarbures.

Introduction

Dans le cadre de l'analyse des relations économiques dynamiques, l'approche ARDL (Auto Regressive Distributed Lag) s'est imposée comme une méthode économétrique particulièrement robuste, notamment lorsqu'il s'agit d'examiner la présence de relations de long terme entre des variables potentiellement intégrées d'ordres différents, $I(0)$ et $I(1)$. Développée par Pesaran et al. (2001), cette approche présente l'avantage de s'adapter à des séries temporelles de courtes dimensions et d'éviter les contraintes rigides liées à l'intégration préalable des variables au même ordre, comme c'est le cas avec d'autres tests de Co intégration tels que celui de Johansen.

Ce chapitre est consacré à l'application de l'approche ARDL pour étudier les liens dynamiques entre les exportations agricoles et la croissance économique dans un cadre empirique. Après avoir présenté les fondements théoriques et les conditions d'application de la méthode ARDL, nous procéderons à la spécification du modèle, à l'identification de la relation de long terme, et à l'estimation des dynamiques de court terme à travers le modèle à correction d'erreur (ECM) dérivé.

Cette étude vise à fournir une compréhension empirique approfondie du rôle des exportations agricoles dans le processus de croissance économique, en mobilisant des outils économétriques rigoureux et adaptés aux caractéristiques des données disponibles.

Section 1 : Méthodologie de recherche

1.1. Description

L'analyse de la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique en Algérie nécessite une approche économétrique capable de traiter les spécificités des séries temporelles macroéconomiques. Les données économiques présentent généralement des propriétés stochastes complexes, notamment la non-stationnarité et les relations de cointégration, qui exigent des techniques d'estimation adaptées pour éviter les régressions fallacieuses et garantir la validité des inférences statistiques.

L'approche ARDL (Autoregressive Distributed Lag) développée par Pesaran et Shin (1999) puis étendue par Pesaran, Shin et Smith (2001) présente plusieurs avantages décisifs qui justifient son adoption dans cette étude. Premièrement, cette méthodologie permet de traiter simultanément des variables ayant différents ordres d'intégration, qu'elles soient stationnaires $I(0)$, intégrées

d'ordre un $I(1)$, ou une combinaison des deux, sans nécessiter de pré-tests de stationnarité exhaustifs. Cette flexibilité est particulièrement précieuse dans le contexte algérien où les séries macroéconomiques peuvent présenter des comportements stochastiques hétérogènes dus aux chocs structurels (crise pétrolière, réformes économiques, instabilité politique).

Deuxièmement, l'approche ARDL offre une performance supérieure avec des échantillons de petite taille, caractéristique critique de notre étude qui couvre la période 2000-2023 (24 observations). Contrairement aux méthodes traditionnelles de cointégration comme Johansen (1988) qui requièrent de larges échantillons pour des résultats fiables, l'ARDL maintient ses propriétés statistiques optimales même avec des données limitées. Troisièmement, cette approche permet une distinction claire entre les effets de court terme et de long terme, offrant une compréhension nuancée des mécanismes de transmission économique. Le modèle à correction d'erreur (ECM) dérivé de l'ARDL quantifie la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme, information cruciale pour l'élaboration des politiques économiques.

La spécification du modèle s'appuie sur la théorie de la croissance endogène qui reconnaît le rôle des exportations comme moteur de croissance à travers plusieurs canaux de transmission. Le modèle « export-led growth » postule que les exportations stimulent la croissance via l'expansion des marchés, l'amélioration de l'efficacité productive, les transferts technologiques et la génération de devises étrangères. Dans le contexte algérien, la diversification vers les exportations agricoles représente une stratégie de réduction de la dépendance aux hydrocarbures et de stimulation de secteurs à fort potentiel multiplicateur.

1.2. Procédure d'Estimation ARDL

Étape 1 : Sélection de l'Ordre de Retard Optimal

La première étape consiste à déterminer l'ordre de retard optimal (p, q_1, q_2, q_3, q_4) en utilisant les critères d'information standard. Nous employons le critère d'information d'Akaike (AIC), le critère bayésien de Schwarz (BIC), et le critère de Hannan-Quinn (HQ) pour identifier la spécification qui optimise l'ajustement tout en évitant le sur paramétrage. La sélection s'effectue par exploration systématique d'un espace de retards raisonnable compte tenu de la taille de l'échantillon.

Étape 2 : Test de Cointégration (Bounds Test)

Une fois l'ordre optimal déterminé, nous procédons au test de cointégration par la méthode des bornes (bounds test) développée par Pesaran et al. (2001). Ce test examine l'hypothèse nulle d'absence de cointégration :

$H_0 : \lambda_1 = \lambda_2 = \lambda_3 = \lambda_4 = \lambda_5 = 0$ (pas de cointégration) $H_1 : \lambda_1 \neq 0, \lambda_2 \neq 0, \lambda_3 \neq 0, \lambda_4 \neq 0, \lambda_5 \neq 0$ (cointégration existe)

La statistique F calculée est comparée aux valeurs critiques tabulées par Pesaran et al. (2001). Si la F-statistique dépasse la borne supérieure I(1), nous concluons à l'existence de cointégration. Si elle est inférieure à la borne inférieure I(0), nous rejetons l'hypothèse de cointégration. Une valeur comprise entre les deux bornes indique un résultat non concluant.

Étape 3 : Estimation des Relations de Long Terme

En cas de confirmation de la cointégration, nous estimons les coefficients de long terme en normalisant par rapport au coefficient de la variable dépendante retardée. Les coefficients de long terme sont obtenus par la formule :

$$\theta_i = -\lambda_{i+1} / \lambda_1 \text{ pour } i = 1, 2, 3, 4$$

Ces coefficients représentent les élasticités de long terme du PIB par rapport à chaque variable explicative.

Étape 4 : Modèle à Correction d'Erreur

Le modèle à correction d'erreur (ECM) dérivé de l'ARDL capture les dynamiques de court terme et la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme :

$$\Delta \text{LOGGDP}_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^{p-1} \alpha_{1i} \Delta \text{LOGGDP}_{\{t-i\}} + \sum_{i=0}^{q-1} \beta_{1i} \Delta \text{LOGAGRI}_{\{t-i\}} + \dots + \varphi \text{ECT}_{\{t-1\}} + \varepsilon_t$$

Où $\text{ECT}_{\{t-1\}}$ est le terme de correction d'erreur retardé, et φ représente la vitesse d'ajustement (doit être négatif et significatif).

1.3. Tests de Diagnostic et Validation

Plusieurs tests diagnostiques sont appliqués pour valider la spécification du modèle :

Tests de normalité des résidus : Test de Jarque-Bera pour vérifier la distribution normale des résidus.

Tests d'autocorrélation : Test de Breusch-Godfrey LM pour détecter la corrélation sérielle des résidus.

Tests d'hétéroscédasticité : Test de Breusch-Pagan-Godfrey et test de White pour examiner l'homoscédasticité des résidus.

Tests de Stabilité Structurale : Les tests de stabilité CUSUM et CUSUM of squares développés par Brown, Durbin et Evans (1975) sont appliqués pour détecter d'éventuelles ruptures structurelles dans les coefficients. Ces tests sont particulièrement importants dans le contexte algérien caractérisé par des chocs économiques et politiques fréquents.

L'approche ARDL s'avère particulièrement adaptée au contexte économique algérien pour plusieurs raisons. La persistance des chocs dans l'économie algérienne, due notamment à la dépendance aux hydrocarbures et aux politiques d'ajustement structurel, est mieux capturée par la modélisation des retards distribués. La flexibilité de l'ARDL permet d'accommoder les changements structurels graduels sans nécessiter de ruptures brutales dans la spécification.

Section 2 : Spécification du modèle

2.1. Le modèle économétrique

Nous avons appliqué le modèle ARDL pour spécifier la relation entre les exportations agricoles et la croissance économique en Algérie. La période d'étude est comprise entre 2000-2023, ce qui fait que le nombre d'observations est de 24 observations.

L'équation à estimer est alors :

$$\text{GDP} = f(\text{AGRI}, \text{DEPEN}, \text{FBC}, \text{IDE}) \quad \dots\dots\dots (1)$$

Où :

GDP : Le produit intérieur brut en millions de dollars

AGRI : Les exportations agricoles en millions de dollars

DEPEN : Les dépenses publiques en pourcentage du PIB

FBC : Formation brut du capital en pourcentage du PIB

IDE : Les IDE entrants en pourcentage du PIB.

Une transformation logarithmique a été entreprise sur nos données pour une stabilité plus marquée des variables. Notre équation deviendra alors :

$$\log GDP = f(\log AGRI, \log DEPEN, \log FBC, \log IDE) \quad \dots\dots (2)$$

La variable dépendante : D(LOGGDP) : qui mesure la croissance du PIB en Algérie.

La variable cible : Exportations agricoles.

Les variables de contrôle : Dépenses publiques, formation brute de capital, et les IDE

Le modèle ARDL général s'écrit sous la forme :

%%%%%%%%%IG9

$$\begin{aligned} \Delta \text{LOGGDP}_t = & \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \alpha_{1i} \Delta \text{LOGGDP}_{\{t-i\}} + \sum_{i=0}^{s^1} \beta_{1i} \\ & \Delta \text{LOGAGRI}_{\{t-i\}} + \sum_{i=0}^{s^2} \beta_{2i} \Delta \text{LOGDEPEN}_{\{t-i\}} + \sum_{i=0}^{s^3} \beta_{3i} \\ & \Delta \text{LOGFBC}_{\{t-i\}} + \sum_{i=0}^{s^4} \beta_{4i} \Delta \text{LOGIDE}_{\{t-i\}} + \lambda_1 \text{LOGGDP}_{\{t-1\}} + \lambda_2 \\ & \text{LOGAGRI}_{\{t-1\}} + \lambda_3 \text{LOGDEPEN}_{\{t-1\}} + \lambda_4 \text{LOGFBC}_{\{t-1\}} + \lambda_5 \\ & \text{LOGIDE}_{\{t-1\}} + \varepsilon_t \end{aligned}$$

Où Δ représente l'opérateur de différence première, p, q_1, q_2, q_3, q_4 sont les ordres de retard optimaux, et ε_t est le terme d'erreur.

2.2 Les statistiques descriptives

Ce tableau présente les statistiques descriptives de cinq variables économiques (probablement en logarithmes, d'où le préfixe "LOG").

LOGAGRI : Écart-type le plus élevé (0.373747), indiquant une forte volatilité du secteur agricole

LOGFBC : Également volatile (0.278269) suggérant des fluctuations importantes dans cette variable

LOGDEPEN : Très faible écart-type (0.061166), indiquant une évolution stable et régulière

LOGIDE : Écart-type modéré (0.196960)

LOGGDP, LOGAGRI, LOGDEPEN, LOGFBC : Asymétrie négative (valeurs < 0), indiquant une queue de distribution étendue vers les valeurs faibles

LOGIDE : Légèrement asymétrique positive (0.104075)

Concernant le test de G normalité (Jarque-Bera), toutes les p-values sont supérieures à 5% (0.159-0.565), ce qui ne rejette pas l'hypothèse de normalité pour aucune des variables. Ceci est favorable pour l'application de tests paramétriques et de modèles économétriques classiques. Cette normalité des distributions facilite l'utilisation de méthodes d'estimation standard et renforce la validité des tests statistiques sur ces séries temporelles.

Tableau 04 : Les statistiques descriptives des données

	LOGGDP\$	LOGAGRI	LOGDEPEN	LOGIDE_	LOGFBC\$
Mean	11.16819	8.247821	1.549581	-0.050605	10.74699
Median	11.25620	8.517013	1.568202	-0.061462	10.86274
Maximum	11.39380	8.616360	1.638888	0.272652	11.04945
Minimum	10.73870	7.590651	1.433130	-0.383537	10.11095
Std. Dev.	0.207753	0.373747	0.061166	0.196960	0.278269
Skewness	-0.935560	-0.530782	-0.456096	0.104075	-0.955195
Kurtosis	2.535706	1.590028	2.016254	1.929407	2.575549
Jarque-Bera	3.561800	2.985151	1.724858	1.139933	3.670173
Probability	0.168486	0.224793	0.422136	0.565544	0.159600
Sum	256.8683	189.6999	35.64036	-1.163915	247.1807
Sum Sq. Dev.	0.949546	3.073114	0.082309	0.853453	1.703535

2.3. La matrice de corrélation

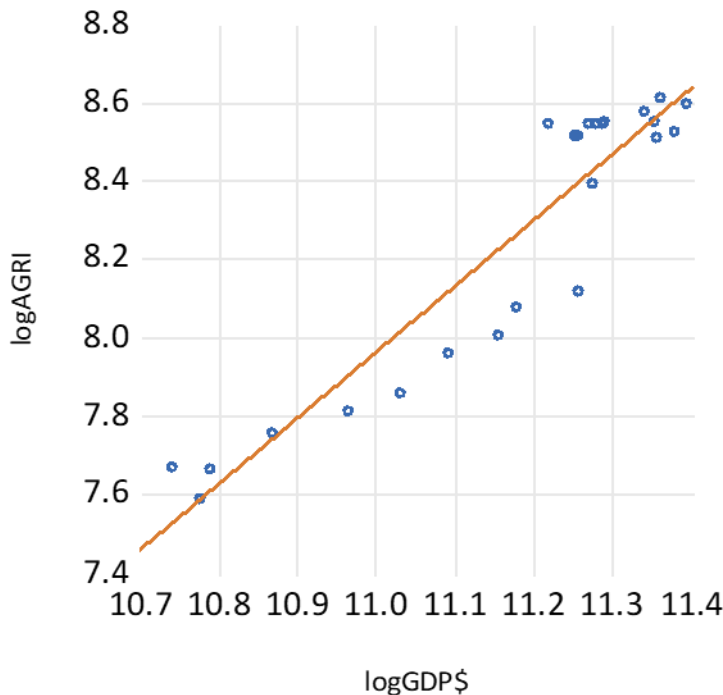
Cette matrice de corrélation révèle les relations linéaires entre les cinq variables économiques. Voici l'interprétation :

- LOGGDP et LOGAGRI : Corrélation de 0.936, indiquant une relation très forte et positive. Cela suggère que la croissance du PIB est étroitement liée au développement du secteur agricole.
- LOGGDP et LOGFBC : Corrélation de 0.980, la plus élevée du tableau, révélant une relation quasi-parfaite. Cette variable semble être un déterminant majeur ou un proxy du PIB.
- LOGAGRI et LOGFBC : Corrélation de 0.945, également très élevée, suggérant une forte interdépendance entre ces deux secteurs.
- LOGGDP et LOGDEPEN : 0.661, relation positive modérée
- LOGAGRI et LOGDEPEN : 0.638, relation similaire
- LOGDEPEN et LOGFBC : 0.725, relation forte
- LOGIDE présente des corrélations négatives avec toutes les autres variables

Tableau 05: la matrice de corrélation

	LOGGDP\$	LOGAGRI	LOGDEPEN	LOGIDE_	LOGFBC\$
LOGG...	1	0.93592262...	0.66103879...	-0.4141238...	0.98016154...
LOGAGRI	0.93592262...	1	0.63785284...	-0.5441070...	0.94459795...
LOGD...	0.66103879...	0.63785284...	1	-0.0697018...	0.72485705...
LOGIDE_	-0.4141238...	-0.5441070...	-0.0697018...	1	-0.3571371...
LOGFBC\$	0.98016154...	0.94459795...	0.72485705...	-0.3571371...	1

Figure 06 : Corrélation entre les exportations agricoles et le PIB algérien



2.4. L'étude de la stationnarité

Ce tableau présente les résultats d'un test ADF (Augmented Dickey-Fuller) qui permet de tester la stationnarité des séries temporelles. Voici l'interprétation : Le test examine chaque variable à deux niveaux : À niveau : la série dans sa forme originale. Première différence : la série après transformation (différence première)

LOGDEPEN et LOGFBC : Ces variables sont stationnaires à niveau car leurs p-values (0.0005 et 0.0185) sont inférieures à 5%, permettant de rejeter l'hypothèse nulle de non-stationnarité.

LOGAGRI : Non-stationnaire à niveau (p-value = 0.5977 > 5%) mais devient stationnaire après différenciation (p-value = 0.0003 < 5%)

LOGIDE : Non-stationnaire à niveau (p-value = 0.2654 > 5%) mais devient stationnaire après différenciation (p-value = 0.0000 < 5%)

LOGGDP : Reste stationnaire à niveau (p-value = 0.009 < 5%).

La colonne "Résultat" indique l'ordre d'intégration : I(0) pour les variables stationnaires à niveau, I(1) pour celles qui le deviennent après une

différenciation. Cette information est cruciale pour choisir la méthodologie économétrique appropriée. La condition selon laquelle toutes les variables doivent être stationnaires d'ordre 0 ou 1 est satisfaite. Nous pouvons dans ce cas appliquer l'approche ARDL.

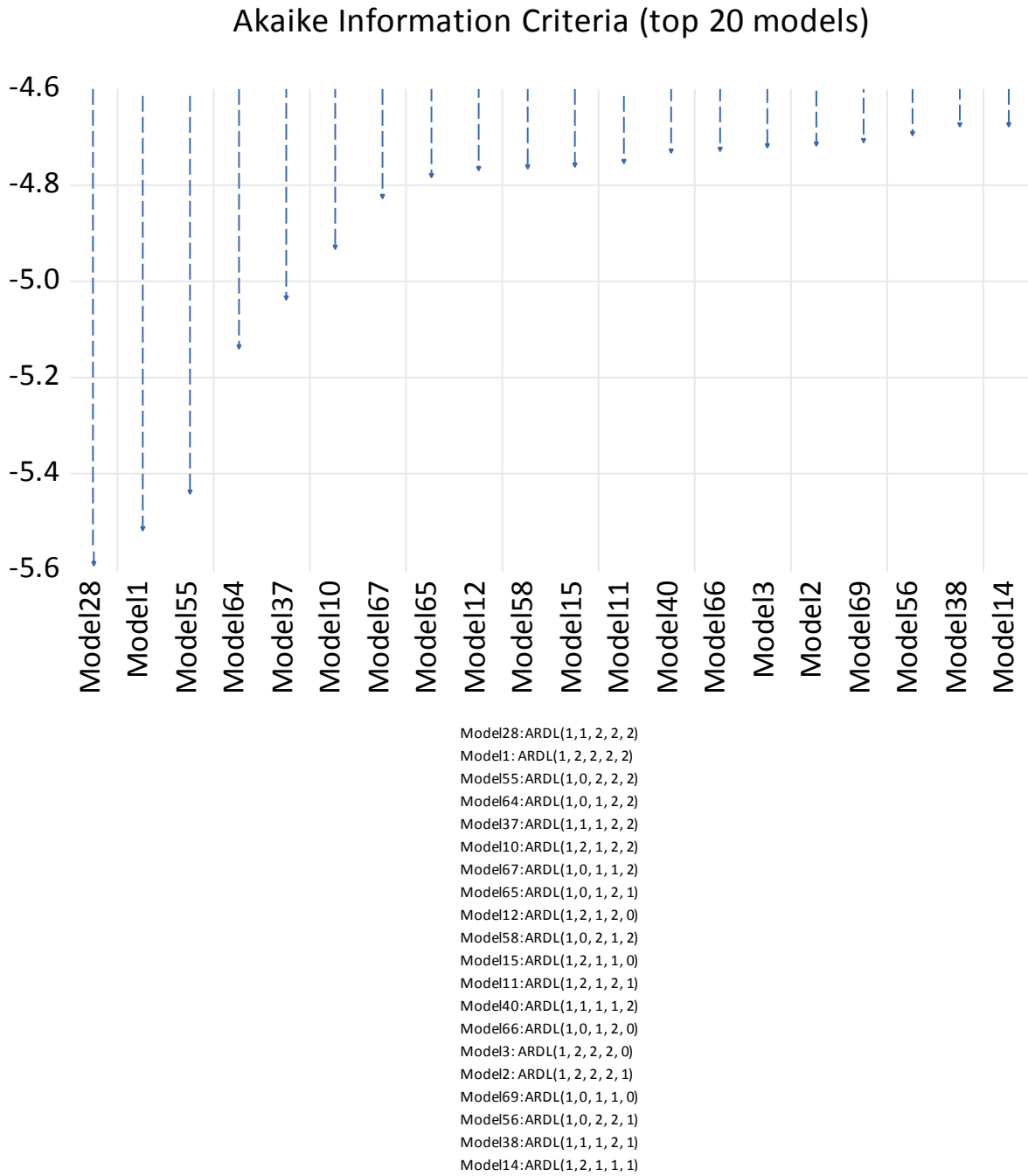
Tableau 06 : Les résultats du test ADF

Variables	A niveau		Première différence		Résultat
	s-statistic	Prob	s-statistic	Prob	
LOGGDP	-3.803712	0.0093	2.169072	0.2219	I(0)
LOGAGRI	-6.235145	0.5977	-5.275319	0.0003	I(1)
LOGDEPEN	-5.076284	0.0005	-2.418451	0.1479	I(0)
LOGFBC	-2.409986	0.0185	-2.008862	0.2811	I(0)
LOGIDE	-2.049062	0.2654	-6.855455	0.0000	I(1)

Section 3 : Résultats économétriques et discussion économique

3.1. Le choix du modèle optimal

Figure 07 : akaike information criteria (Top 20 modèles)



D’après la figure ci-dessus, qui représente le akaike information criteria, le modèle optimal est le (1, 1,2,2,2). Nous retenons dans ce cas ce modèle et nous interprétons ses résultats. Le nombre de lag est de 1.

Tableau 07 : La relation à long terme et le bonds teste.

ARDL Long Run Form and Bounds Test
 Dependent Variable: D(LOGGDP\$)
 Selected Model: ARDL(1, 1, 2, 2, 2)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 04/12/25 Time: 06:12
 Sample: 2000 2023
 Included observations: 19

Conditional Error Correction Regression

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.655784	0.679693	5.378581	0.0017
LOGGDP\$(-1)*	-0.921872	0.219842	-4.193341	0.0057
LOGAGRI(-1)	0.309925	0.069001	4.491596	0.0041
LOGDEPEN(-1)	-1.317670	0.259244	-5.082744	0.0023
LOGFBC\$(-1)	0.566724	0.197929	2.863268	0.0287
LOGIDE_(-1)	0.074462	0.042099	1.768746	0.1273
D(LOGAGRI)	0.227312	0.049963	4.549590	0.0039
D(LOGDEPEN)	-0.468261	0.131280	-3.566898	0.0118
D(LOGDEPEN(-1))	0.372552	0.157474	2.365801	0.0558
D(LOGFBC\$)	0.774437	0.119102	6.502289	0.0006
D(LOGFBC\$(-1))	0.607488	0.184030	3.301022	0.0164
D(LOGIDE_)	-0.055906	0.042431	-1.317549	0.2357
D(LOGIDE_(-1))	-0.096114	0.027837	-3.452759	0.0136

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Levels Equation

Case 2: Restricted Constant and No Trend

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGAGRI	0.336191	0.092581	3.631307	0.0109
LOGDEPEN	-1.429341	0.236060	-6.054994	0.0009
LOGFBC\$	0.614754	0.094143	6.530006	0.0006
LOGIDE_	0.080772	0.045775	1.764538	0.1281
C	3.965610	0.467474	8.483062	0.0001

$$EC = LOGGDP\$ - (0.3362*LOGAGRI - 1.4293*LOGDEPEN + 0.6148 *LOGFBC\$ + 0.0808*LOGIDE_ + 3.9656)$$

F-Bounds Test

Null Hypothesis: No levels relationship

Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	6.820293	10%	2.2	3.09
k	4	5%	2.56	3.49
		2.5%	2.88	3.87
		1%	3.29	4.37
		Finite Sample: n=35		
Actual Sample Size	19	10%	2.46	3.46
		5%	2.947	4.088
		1%	4.093	5.532
		Finite Sample: n=30		
		10%	2.525	3.56
		5%	3.058	4.223
		1%	4.28	5.84

3.2. Analyse du Test de Co intégration (F-Bounds Test)

La F-statistique est égale à 6.820293. La Co intégration est confirmée à tous les seuils de signification. La F-statistique (6.82) dépasse largement les valeurs critiques supérieures I(1) :

- Au seuil 1% : $6.82 > 4.37$
- Au seuil 5% : $6.82 > 3.49$
- Au seuil 10% : $6.82 > 3.09$

Il existe une relation de Co intégration à long terme entre le PIB et les variables explicatives.

3.3. Analyse des Coefficients à Long Terme (Levels Equation)

Plusieurs variables semblent être significatives :

3.3.1. Exportations Agricoles (LOGAGRI)

Les résultats confirment l'hypothèse centrale de cette recherche : les exportations agricoles contribuent positivement et significativement à la croissance économique algérienne. Une augmentation de 1% des exportations agricoles entraîne une hausse de 0.34% du PIB à long terme. Le coefficient de long terme est significatif à 5% avec une probabilité de 0.0109.

Cette relation positive s'explique par plusieurs mécanismes économiques spécifiques à l'Algérie :

- L'Algérie a développé une stratégie pour promouvoir le secteur agricole, car l'agriculture représente une alternative crédible aux hydrocarbures dans la structure d'exportation. Cette stratégie a permis la réduction de la vulnérabilité aux chocs pétroliers externes et à contribuer à la stabilisation des recettes d'exportation.
- Le développement du secteur a drainé le développement des industries agroalimentaires en amont et en aval, a permis la création d'emplois dans les zones rurales, réduisant l'exode rural, ce qui a stimulé l'économie locale et régionale.
- Le secteur agricole a permis la substitution aux importations alimentaires (l'Algérie importe 75% de ses besoins alimentaires), Les recettes issues des exportations contribuent à financer d'autres secteurs productifs. Enfin,

les recettes permettent la réduction du déficit commercial hors hydrocarbures

Ces résultats légitiment les orientations du Plan National de Développement Agricole (PNDA) et du Programme de Renouveau Agricole et Rural (PRAR), tout en suggérant la nécessité d'une amplification des efforts dans ce secteur.

3.3.2. Les Dépenses Publiques (LOGDEPEN)

Les résultats révèlent un paradoxe des dépenses publiques en Algérie : Avec un coefficient : -1.42934, les dépenses publiques semblent avoir une relation inverse avec la croissance économique. La probabilité correspondante est égale 0.0009, ce qui indique que la variable LOGDEPEN est hautement significative. Une hausse de 1% des dépenses publiques réduit le PIB de 1.43%. L'effet négatif des dépenses publiques sur la croissance économique algérienne s'explique principalement par l'effet d'éviction (crowding-out effect) qui caractérise l'économie nationale. Les dépenses publiques massives financées par les revenus pétroliers tendent à évincer l'investissement privé en créant une concurrence féroce sur les ressources financières disponibles et en distordant les mécanismes de marché. Cette situation est aggravée par l'inefficacité structurelle de la dépense publique, marquée par une bureaucratie excessive et une lenteur administrative chronique qui entravent l'exécution des projets. La mauvaise allocation des ressources vers des projets peu rentables, combinée aux phénomènes de corruption et de détournements qui placent l'Algérie au 117ème rang mondial selon Transparency International, contribuent à réduire l'efficacité macroéconomique des dépenses étatiques. Par ailleurs, l'économie algérienne souffre du syndrome hollandais (Dutch Disease), où le financement des dépenses publiques par les revenus pétroliers provoque une surévaluation du dinar algérien, entraînant une perte de compétitivité des secteurs non-pétroliers et compromettant leur développement.

L'effet positif différé des dépenses publiques (+0.373) révèle néanmoins que certaines catégories de dépenses, notamment celles consacrées aux infrastructures, à l'éducation et à la santé, finissent par générer un impact positif sur la croissance économique. Cependant, ce délai d'ajustement important constitue un indicateur révélateur des inefficacités systémiques dans l'exécution et la gestion des projets publics, suggérant la nécessité d'une réforme profonde

des mécanismes de gouvernance économique pour optimiser l'utilisation des ressources publiques.

3.3.3. **Formation Brute de Capital (LOGFBC\$)**

Les résultats économétriques révèlent que la formation brute de capital constitue le principal déterminant de la croissance économique algérienne, avec un coefficient de long terme de 0.615 hautement significatif. Cette relation forte confirme les prédictions de la théorie néoclassique de la croissance et souligne l'importance cruciale de l'accumulation du capital dans le processus de développement économique national. Cependant, l'analyse de la structure des investissements en Algérie révèle des spécificités qui nuancent cette performance apparente. L'économie algérienne se caractérise par une concentration excessive des investissements dans le secteur énergétique, où une grande partie du capital productif demeure concentrée, limitant ainsi la diversification économique souhaitée. Cette situation est renforcée par la prédominance de l'investissement public, l'État demeurant le principal investisseur avec 60% de l'investissement total, ce qui souligne la nécessité urgente de stimuler l'investissement privé national et étranger pour dynamiser l'économie. Par ailleurs, l'Algérie fait face à un déficit infrastructurel considérable, particulièrement dans les secteurs de base tels que le transport, les télécommunications et l'énergie, générant des besoins d'investissement massifs mais offrant en contrepartie un impact multiplicateur élevé susceptible d'accélérer significativement la croissance économique.

3.3.4. **IDE (LOGIDE_)**

Contrairement aux attentes théoriques qui postulent un effet positif des investissements directs étrangers sur la croissance économique, les résultats de cette étude révèlent que les IDE n'ont pas d'impact statistiquement significatif sur la croissance à long terme en Algérie, avec un coefficient de 0.081 et une p-value de 0.1281. Ce paradoxe apparent trouve ses explications dans les caractéristiques structurelles de l'économie algérienne et la nature spécifique des investissements étrangers qu'elle attire. L'inefficacité des IDE comme moteur de croissance s'explique principalement par leur concentration sectorielle excessive, puisque 80% de ces investissements sont dirigés vers le secteur des hydrocarbures, générant un faible spillover technologique vers les autres secteurs de l'économie et une création d'emplois limitée du fait de la nature capital-intensive de cette industrie. Cette situation est aggravée par un

environnement des affaires particulièrement défavorable, l'Algérie occupant le 157^{ème} rang sur 190 pays, en raison de la complexité administrative et juridique ainsi que de l'instabilité réglementaire, illustrée notamment par l'abrogation récente de la règle restrictive 51/49 régissant les investissements étrangers. Par conséquent, les IDE évoluent sous forme d'enclaves économiques avec des liens faibles avec l'économie domestique, limitant considérablement le transfert technologique et les effets d'entraînement sur le tissu économique national.

3.4. Dynamiques de Court Terme et Ajustement à l'Équilibre

3.4.1. Mécanisme de correction d'erreur

L'analyse du mécanisme de correction d'erreur révèle un coefficient EC (-1) de -0.921872, statistiquement significatif avec une probabilité de 0.0001. Ce coefficient négatif et hautement significatif confirme l'existence d'une convergence vers l'équilibre de long terme, caractérisée par une vitesse d'ajustement remarquablement élevée de 92% par période. Cette dynamique d'ajustement indique que les déséquilibres économiques sont corrigés rapidement, en environ 1.08 années, suggérant une certaine flexibilité de l'économie algérienne malgré ses rigidités structurelles apparentes.

3.4.2. Effets de court terme

L'analyse des effets contemporains révèle des impacts différenciés selon les variables explicatives. Les exportations agricoles démontrent un effet positif immédiat avec un coefficient de 0.227312 (probabilité : 0.0039), générant une hausse de 0.23% de la croissance, confirmant leur rôle dynamisant à court terme. La formation brute de capital présente l'impact le plus substantiel avec un coefficient de 0.774437 hautement significatif (probabilité : 0.0006), traduisant un fort effet multiplicateur à court terme de 0.77% qui souligne l'importance cruciale de l'investissement dans la stimulation immédiate de l'activité économique. En revanche, les dépenses publiques exercent un effet négatif contemporain avec un coefficient de -0.468261 (probabilité : 0.0118), confirmant les problématiques d'efficacité évoquées précédemment. L'examen des effets différés apporte des nuances importantes à cette analyse. Les dépenses publiques présentent un effet positif différé de +0.372552, statistiquement significatif, suggérant que certaines catégories d'investissements publics finissent par générer des retombées positives avec un décalage temporel. La formation brute de capital maintient sa dynamique positive avec un effet différé

de +0.607488, confirmant la persistance de l'effet investissement sur plusieurs périodes. Paradoxalement, les IDE présentent un effet négatif différé de -0.096114, renforçant l'hypothèse de leur impact limité, voire contre-productif, dans le contexte économique algérien actuel

Tableau 08 : ECM régression, les résultats court terme

ARDL Error Correction Regression
 Dependent Variable: D(LOGGDP\$)
 Selected Model: ARDL(1, 1, 2, 2)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 04/12/25 Time: 06:12
 Sample: 2000 2023
 Included observations: 19

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGAGRI)	0.227312	0.026299	8.643447	0.0001
D(LOGDEPEN)	-0.468261	0.073886	-6.337589	0.0007
D(LOGDEPEN(-1))	0.372552	0.099080	3.760127	0.0094
D(LOGFBC\$)	0.774437	0.067474	11.47750	0.0000
D(LOGFBC\$(-1))	0.607488	0.112980	5.376938	0.0017
D(LOGIDE_)	-0.055906	0.019818	-2.820928	0.0303
D(LOGIDE_(-1))	-0.096114	0.017373	-5.532301	0.0015
CointEq(-1)*	-0.921872	0.106432	-8.661595	0.0001

R-squared	0.977636	Mean dependent var	0.037880
Adjusted R-squared	0.963404	S.D. dependent var	0.051335
S.E. of regression	0.009820	Akaike info criterion	-6.113150
Sum squared resid	0.001061	Schwarz criterion	-5.715491
Log likelihood	66.07492	Hannan-Quinn criter.	-6.045850
Durbin-Watson stat	3.332026		

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	6.820293	10%	2.2	3.09
k	4	5%	2.56	3.49
		2.5%	2.88	3.87
		1%	3.29	4.37

3.5. Robustesse du modèle

Afin d'étudier la qualité et la robustesse du modèle, nous appliquons les tests de diagnostic suivants :

Le test de normalité indique que la probabilité de Jarque-Bera 0,42 est supérieure à 5 %, nous acceptons donc l'hypothèse nulle ; les résidus sont normalement distribués.

Figure 08 : La distribution normale des résidus

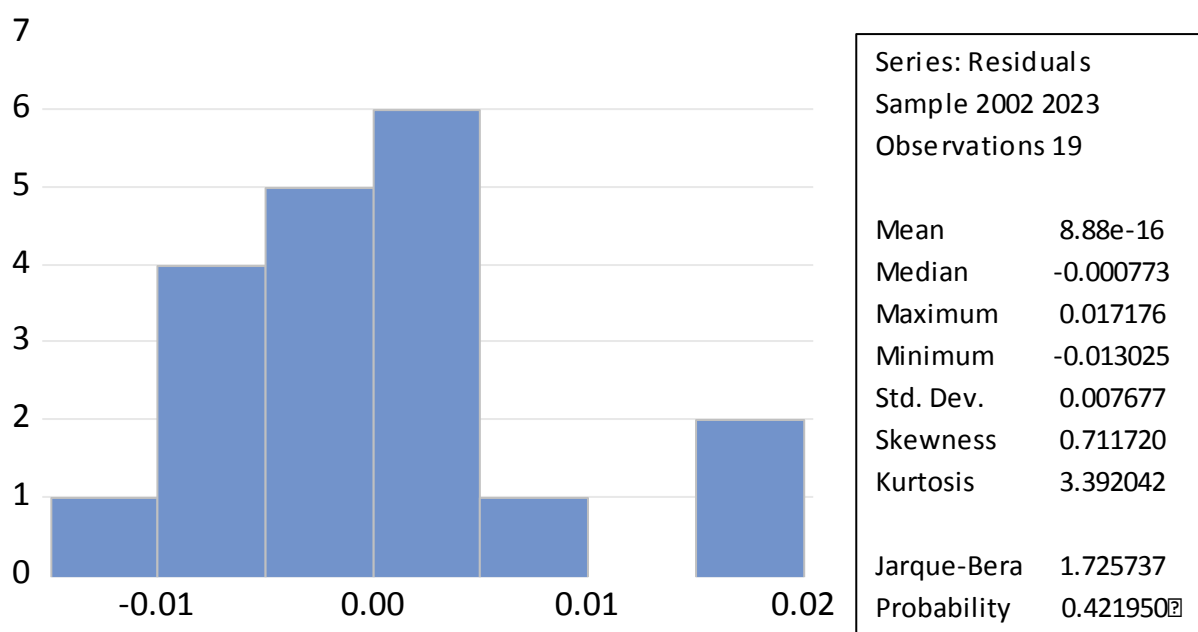


Tableau 09 : Test LM d'auto-correlation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	2.391726	Prob. F(2,4)	0.2074
Obs*R-squared	10.34737	Prob. Chi-Square(2)	0.0057

Le test d'auto-correlation Breusch-Godfrey indique que la probabilité de Fisher est de 0,20 est supérieure à 5%, nous acceptons donc l'hypothèse nulle ; il n'y a pas d'auto corrélation des résidus

Tableau 10 : Test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey
 Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	1.212377	Prob. F(12,6)	0.4278
Obs*R-squared	13.45215	Prob. Chi-Square(12)	0.3370
Scaled explained SS	1.604449	Prob. Chi-Square(12)	0.9998

Le test d'hétéroscédasticité indique que la probabilité de Fisher 0,42 est supérieure à 5 %, nous acceptons donc l'hypothèse nulle ; la variance est stable.

En outre, nous avons effectué le test de stabilité du modèle en appliquant le test de stabilité CUSUM et CUSUM du carré. La somme cumulative des erreurs récursives est utilisée comme base pour le test CUSUM. Cette option génère un graphique de la somme cumulée et des lignes critiques de 5%. Dans le cas où la somme cumulée croise la zone entre les deux lignes critiques, le test indique une instabilité du paramètre. Le graphique de la ligne bleue ne croise jamais la ligne de signification de 5% (Figure 3). Par conséquent, le modèle estimé est déterminé comme étant stable. De même, la CUSUM du test de stabilité du carré indique que le modèle estimé est stable car le graphique de la ligne bleue reste à l'intérieur de la ligne de signification de 5%. Le test de stabilité structurelle du modèle (tests CUSUM et CUSUM2) indique que le modèle est structurellement stable.

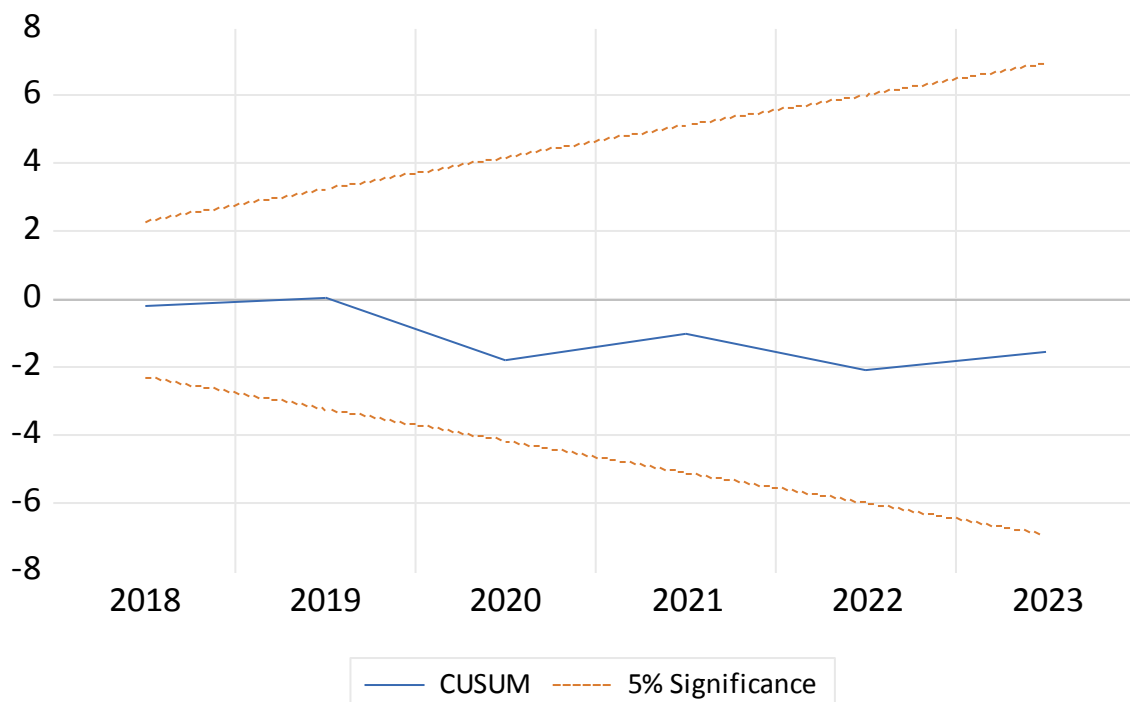
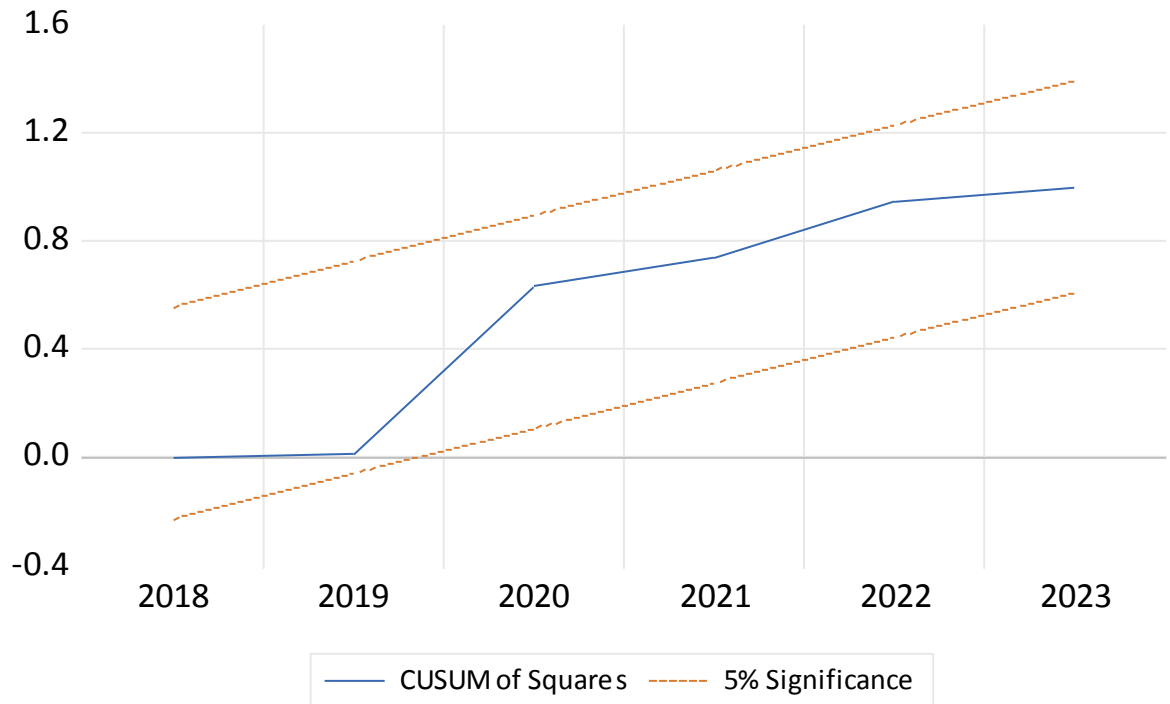
Figure 09 : Le test CUSUM

Figure 10 : Le test CUSUM Square



Conclusion

L'approche ARDL s'est révélée être un outil pertinent pour analyser la relation de long et de court terme entre les exportations agricoles et la croissance économique. Grâce à sa flexibilité méthodologique et sa capacité à intégrer des variables d'ordre d'intégration mixte, elle permet de dépasser certaines limitations des techniques de Co intégration classiques.

Les résultats obtenus à travers l'estimation du modèle ARDL ont permis de mettre en évidence l'existence (ou l'absence, selon le cas) d'un lien structurel entre les variables étudiées, tout en capturant les ajustements dynamiques de court terme à travers le modèle à correction d'erreur. Ces résultats fournissent ainsi des enseignements utiles pour l'élaboration de politiques économiques visant à renforcer le rôle du secteur agricole exportateur dans le processus de croissance.

En somme, cette analyse économétrique constitue une base empirique solide pour orienter les choix stratégiques des décideurs, notamment en matière de diversification des exportations, de soutien à la production agricole et d'intégration du secteur rural dans les dynamiques de développement économique.

Conclusion générale

L'objectif principal de ce mémoire était d'analyser la contribution des exportations agricoles à la croissance économique en Algérie, un pays caractérisé par une forte dépendance aux hydrocarbures et un potentiel agricole encore largement sous-exploité. À travers une démarche à la fois théorique, empirique et économétrique, nous avons cherché à mettre en évidence le rôle que peut jouer le secteur agricole dans la diversification de l'économie nationale et dans la dynamisation de la croissance.

Sur le plan théorique, nous avons mobilisé les fondements issus des théories classiques et néoclassiques du commerce international, ainsi que les approches du développement endogène, pour montrer comment les exportations, en particulier agricoles, peuvent agir comme moteur de croissance à travers plusieurs canaux : effet d'apprentissage par les exportations, gains d'efficacité, amélioration de la balance des paiements, création d'emplois, et stimulation des investissements. Ces théories ont permis de cadrer notre problématique dans une perspective plus large, en soulignant l'importance de l'ouverture commerciale dans les stratégies de développement.

L'étude empirique, fondée sur des données chronologiques relatives à l'économie algérienne, a permis d'approfondir cette analyse. En mobilisant l'approche ARDL (Auto Regressive Distributed Lag), nous avons testé l'existence d'une relation de long terme entre les exportations agricoles et le produit intérieur brut réel. Les résultats économétriques obtenus confirment l'existence d'un lien significatif, à la fois à court et à long terme, entre les exportations agricoles et la croissance économique. Ce lien, bien que modeste en intensité, souligne que le secteur agricole peut effectivement contribuer à la dynamique économique, à condition que certaines contraintes structurelles soient levées.

Parmi les obstacles identifiés, on peut citer : la faible compétitivité des produits agricoles algériens sur les marchés internationaux, le manque d'infrastructures logistiques adaptées à l'exportation, la dépendance aux conditions climatiques, ainsi que la faible valeur ajoutée générée par les filières agricoles actuelles. À cela s'ajoutent des politiques publiques insuffisamment coordonnées et une gouvernance encore perfectible du secteur agricole.

Dès lors, plusieurs pistes de réflexion s'imposent pour renforcer le rôle des exportations agricoles dans la croissance. Il s'agit notamment de : moderniser les chaînes de production et de transformation agricole, promouvoir les filières à forte valeur ajoutée (telles que les dattes, l'huile d'olive ou les produits biologiques), améliorer l'accès aux marchés extérieurs grâce à une diplomatie économique plus proactive, et instaurer un cadre institutionnel et réglementaire plus favorable à l'investissement dans l'agriculture.

En définitive, ce mémoire met en lumière un enjeu stratégique pour l'Algérie : celui de valoriser son potentiel agricole non seulement pour assurer sa sécurité alimentaire, mais aussi pour en faire un levier de croissance économique soutenue et durable. L'intégration du secteur agricole dans les dynamiques d'exportation représente ainsi une voie de diversification économique crédible, dans un contexte national marqué par la nécessité de sortir de la dépendance aux hydrocarbures et de bâtir une économie plus résiliente et inclusive.

Table des matières

Introduction Générale	8
<i>Chapitre 1 : Revue de littérature sur les exportations agricoles et le développement économique</i>	
Introduction	12
<i>Section 1 : Cadre théorique</i>	13
1.1 Définition et concepts clés	13
1.1.1 Les Exportations agricoles.....	13
1.1.2 La croissance économique	13
1.2 Cadres Théoriques explicatifs	14
1.2.1 Théorie des avantages comparatifs formulée par David Ricardo (1817) -	14
1.2.2 Théorie de la croissance exogène selon le modèle de Solow (1956) ----	14
1.2.3 Théorie de la croissance tirée par les exportations (Export-Led growth)	14
1.3 Mécanisme de transmission des exportations agricoles à la croissance économique	15
1.4 Revue des principales études empiriques (brefs aperçus)	15
1.4.1 Edwards (1998)	15
1.4.2 Santos-Paulino & Thirlwall (2004)	15
1.4.3 Gollin, Parents & rogeron (2002)	15
<i>Section 2 : Travaux empiriques menés à l'international</i>	16
2.1 Étude dans les pays développés	16
2.1.1. Ghatak, S., & Price, S. (1997)	16
2.1.2. Jansen, M. (2004)	17
2.1.3. Wilkinson, J. & Rocha, R. (2009)	17
2.1.4. Anderson, K., & Strutt, A. (2014)	17
2.1.5. Seok & Moon (2021)	18

2.1.6. Bakari & El Weriemmi (2024) -----	18
2.2 Étude dans les pays en développement -----	20
2.2.1. Sanjuán-López et Dawson (2010) -----	20
2.2.2. Seti et Mazwane (2024) -----	20
2.2.3. Kang (2015) -----	21
2.2.4. El Weriemmi et Bakari (2024) -----	21
2.2.5. Seti et Mazwane (2019) -----	21
2.2.6. Huq Sowrov (2024) -----	21
2.3 Synthèse des résultats -----	22
2.3.1 Les pays en développements -----	22
2.3.2 Les pays développés -----	23
<i>Section 3 : Travaux empiriques en Algérie</i> -----	25
3.1 Étude sur l’agriculture et la croissance économique en Algérie -----	25
3.2 Résultat de l’étude en Algérie -----	27
3.2.1 Résultats empiriques sur la relation exportations agricoles-croissance économique -----	27
3.2.2 Tendances récentes des exportations agricoles -----	28
Conclusion -----	28
<i>Chapitre 2 : l’état des lieux de secteur agricole en Algérie, politiques de développement et exportation</i>	
Introduction -----	30
<i>Section 1 : Cadre général et structurel de secteur</i> -----	31
1.1 Importances stratégique du secteur agricole dans l’économie nationale -----	31
1.2 Répartition des terres agricoles et typologie des exportations -----	32
1.3 Systèmes de production et principales filières agricoles -----	33
<i>Section 2 : Les politiques et plans de développent agricole</i> -----	36

2.1 Plan national de développement agricole (PNDA) -----	36
2.2 Plan du développement national rural (PNDR) -----	37
2.3 Plan de renouveau agricole et rural (PRAR) -----	37
2.4 La politique FELAHA 2015-2019 -----	37
2.5 Plan d'action gouvernementale agricole 2020 à nos jours -----	37
<i>Section 3 : Les échanges extérieurs agricoles en Algérie</i> -----	38
3.1 Les exportations agricoles -----	38
3.2 Les importation agricoles -----	38
3.3 Défis et perspectives -----	39
Conclusion -----	40
<i>Chapitre 3 : Etude économétrique par approche ARDL</i>	
Introduction -----	42
<i>Section 1 : Méthodologie de recherche</i> -----	42
1.1 Description -----	42
1.2 Procédure d'estimation ARDL -----	43
1.3 Test diagnostic et validation -----	44
<i>Section 2 : spécification du modèle</i> -----	45
2.1 Le modèle économétrique -----	45
2.2 Les statistiques descriptives -----	46
2.3 La matrice de corrélation -----	47
2.4 L'étude de la stationnarité -----	48
<i>Section 3 : résultats économétrique et discussion économique</i> -----	50
3.1 Le choix du modèle -----	50
3.2 Analyse du test de Co intégration (F-Bounds test) -----	52
3.3 Analyse des coefficients à long terme (Levels équations) -----	52
3.3.1 Exportations agricoles (LOGAGRI) -----	52
3.3.2 Les dépenses publiques (LOGDEPEN) -----	53

3.3.3 Formation brut de capital (LOGFBC) -----	54
3.3.4 IDE (LOGIDE) -----	54
3.4 Dynamique de court terme et ajustement à l'équilibre -----	55
3.4.1 Mécanisme de correction d'erreur -----	55
3.4.2 Effets de court terme -----	55
3.5 Robustesse du modèle -----	57
Conclusion -----	60
Conclusion générale -----	61

Bibliographie

Ouvrages :

- (Balassa, B.1978).
- (Barrett et al., 2011 ; Gollin, 2014)
- Aït Mokrane, S., & Siad, I. (2021). Contribution du secteur agricole à la croissance économique en Algérie (1974–2017). Université de Béjaïa.
- Anderson, K., & Tyers, R. (1995)
- Azzoug, L. (2016). "Le secteur agroalimentaire et son impact sur la croissance économique en Algérie (1975-2014)."
- Banque mondiale / FAO
- Banque mondiale et ministère de l’agriculture algérien
- Dictionnaire.reverso.net (définition exportation agricole)
- Eco Times DZ. (2023). "Diversification des exportations algériennes : enjeux, potentiel et stratégies pour réduire la dépendance aux hydrocarbures."
- Edwards (1998)
- Ghatak, S., & Price, S. (1997) / Jansen, M. (2004) / Wilkinson, J. & Rocha, R. (2009) / Anderson, K., & Strutt, A. (2014)
- Gollin, Parente & Rogerson (2002)
- Hammache, S. (2023). Croissance économique, investissements directs étrangers et secteur agricole en Algérie : Étude empirique (1999–2021). Revue économique algérienne, ASJP.
- Keddari, N., & Touati, K. (2021). "Analyse de la relation entre structure d'exportation et croissance économique : Cas de l’Algérie (1995-2019)."
- Lahmar, K., & Kabout, A. R. (2022). "Impact des exportations sur la croissance économique en Algérie : étude économétrique sur la période 1980-2020."
- Matallah, M. A. A. (2021). "Les exportations agricoles et agroalimentaires en Algérie."
- Mimouni Chahrazed , plans de développement agricole en Algérie : Etat des lieux et leur impact sur la production agricole de 2000 à2019 université d’Oran ,Mohammed ben Ahmed, PP122/125
- Ndikumana,L. & Verick,s. (2008) / Gbetnkom, D. (2008) / Baharumshah, A. Z., &Almasaied, S.W. (2009).
- Orden, D., Paarlberg, R., & Roe, T. (1999).

- Researchgate.net « impact de la diversification des exportations sur la croissance économique cas de Tunisie »
- Sanjuán-López et Dawson (2010)
- Santos-Paulino & Thirlwall (2004)
- Seok & Moon (2021) / Bakari & El Weriemmi (2024) / Frontiers in Sustainable Food Systems (2023)
- Seti et Mazwane (2019) / Huq Sowrov (2024)
- Seti et Mazwane (2024) / Kang (2015) / El Weriemmi et Bakari (2024)
- Sheahan, M., & Shimeles, A. (2017).
- Thèse-algerie.com « les exportations agricoles et agroalimentaire en Algérie »
- Touati, K. (2023). Effets de la diversification des exportations sur la croissance sectorielle en Algérie : Approche MCS. Revue Sciences Humaines, ASJP.

Net :

- Algérie Focus. (2024). "Les exportations agricoles algériennes en pleine expansion avec +18% de croissance!"
- Univ-bejaia.dz « impact de l'agriculture sur la croissance économique en Algérie »
- ALGERIE PRESSE SERVICE, le 02 /06 /2025 à 09 :10m
- Algérie-eco.com, Algérie : les prévisions de production, d'importation et de consommation de céréales, selon l'USDA Date 8octobre2024 le 2/06 :2025 à 10 :45m.
- ALGERIS PRESSE SERVICE, LE 02 /06/2025 à 13 :06m
- FAO (2021)
- Fr. madr.gov.dz le 22/05/2025 à 13 :12m
- Fr.wikipedia.org (croissance économique)
- Fr.wikipedia.org (économie de l'Algérie)
- Poste.dz Recensement général de l'agriculture de 2024, le 22/05/2025, à 09 :27m
- Wikimemoires.net « évolution de la relation commerce extérieur et croissance économique »
- WIKIPIDIA, Agriculture en Algérie, secteur économique, le 22/05/2025 à 8 :53m
- Fao.org « la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1994 »
- Geoconfluences.ens-lyon.fr

- Memoireonline.com « analyse des effets des exportations agricoles sur la croissance et le bien être au Benin »

Résumé

Ce mémoire analyse la contribution des exportations agricoles à la croissance économique en Algérie sur la période récente. Dans un contexte marqué par une dépendance excessive aux hydrocarbures, la diversification économique apparaît comme une priorité stratégique, notamment à travers le développement du secteur agricole. L'objectif principal de cette étude est d'évaluer dans quelle mesure les exportations agricoles peuvent constituer un levier de croissance durable pour l'économie algérienne.

La première partie du mémoire s'appuie sur un cadre théorique fondé sur les approches classiques et contemporaines de la croissance tirée par les exportations. Elle met en lumière les mécanismes par lesquels les exportations agricoles influencent l'accumulation de capital, la création d'emplois et les recettes en devises. La seconde partie adopte une approche empirique basée sur l'analyse des données économiques algériennes, en recourant à des modèles économétriques (comme le modèle de régression linéaire) pour tester l'existence et la nature de la relation entre les exportations agricoles et le produit intérieur brut (PIB).

Les résultats obtenus révèlent une corrélation positive et significative entre les exportations agricoles et la croissance économique, bien que cette contribution reste limitée en raison de contraintes structurelles : faible productivité agricole, infrastructures insuffisantes, et dépendance vis-à-vis des importations alimentaires. Le mémoire conclut en proposant des recommandations visant à renforcer la compétitivité du secteur agricole et à valoriser les filières exportatrices, dans une perspective de croissance inclusive et durable.

Abstract

This thesis examines the contribution of agricultural exports to economic growth in Algeria in recent years. In a context of excessive dependence on hydrocarbons, economic diversification has become a strategic priority, particularly through the development of the agricultural sector. The main objective of this study is to assess the extent to which agricultural exports can serve as a driver of sustainable economic growth in Algeria.

The first part of the thesis presents a theoretical framework based on both classical and contemporary approaches to export-led growth. It highlights the mechanisms through which agricultural exports influence capital accumulation, job creation, and foreign exchange earnings. The second part adopts an empirical approach using Algerian economic data, employing econometric models—such as linear regression—to test the existence and nature of the relationship between agricultural exports and gross domestic product (GDP).

The results reveal a positive and significant correlation between agricultural exports and economic growth, although the overall contribution remains limited due to structural constraints such as low agricultural productivity, inadequate infrastructure, and reliance on food imports. The thesis concludes with policy recommendations to strengthen the competitiveness of the agricultural sector and promote export-oriented value chains, in pursuit of inclusive and sustainable growth.

الملخص

يحلّل هذا البحث مساهمة الصادرات الزراعية في النمو الاقتصادي في الجزائر خلال الفترة الأخيرة. وفي ظل اعتماد مفرط على قطاع المحروقات، تبرز مسألة التنويع الاقتصادي كأولوية استراتيجية، لا سيما من خلال تطوير القطاع الزراعي. ويهدف هذا البحث بشكل رئيسي إلى تقييم مدى إمكانية أن تشكل الصادرات الزراعية رافعة لتحقيق نمو اقتصادي مستدام في الجزائر.

تعتمد الجزء الأول من هذا البحث على إطار نظري يستند إلى المقاربات الكلاسيكية والمعاصرة للنمو المدفوع بالصادرات، حيث يسلط الضوء على الآليات التي من خلالها تؤثر الصادرات الزراعية على تراكم رأس المال، وخلق فرص العمل، وتوليد الإيرادات من العملات الأجنبية. أما الجزء الثاني، فيعتمد على مقارنة تجريبية تستند إلى تحليل البيانات الاقتصادية الجزائرية، من خلال استخدام نماذج قياسية (مثل نموذج الانحدار الخطي) لاختبار وجود وطبيعة العلاقة بين الصادرات الزراعية والنتائج المحلي الإجمالي.

وقد كشفت النتائج المتوصل إليها عن وجود علاقة ارتباط إيجابية وذات دلالة إحصائية بين الصادرات الزراعية والنمو الاقتصادي، رغم أن هذه المساهمة لا تزال محدودة بسبب مجموعة من القيود الهيكلية، مثل ضعف الإنتاجية الزراعية، ونقص البنية التحتية، والاعتماد على واردات الغذاء. ويختتم البحث بتقديم مجموعة من التوصيات الهادفة إلى تعزيز تنافسية القطاع الزراعي وتأمين سلاسل التصدير، في إطار رؤية لتحقيق نمو شامل ومستدام.